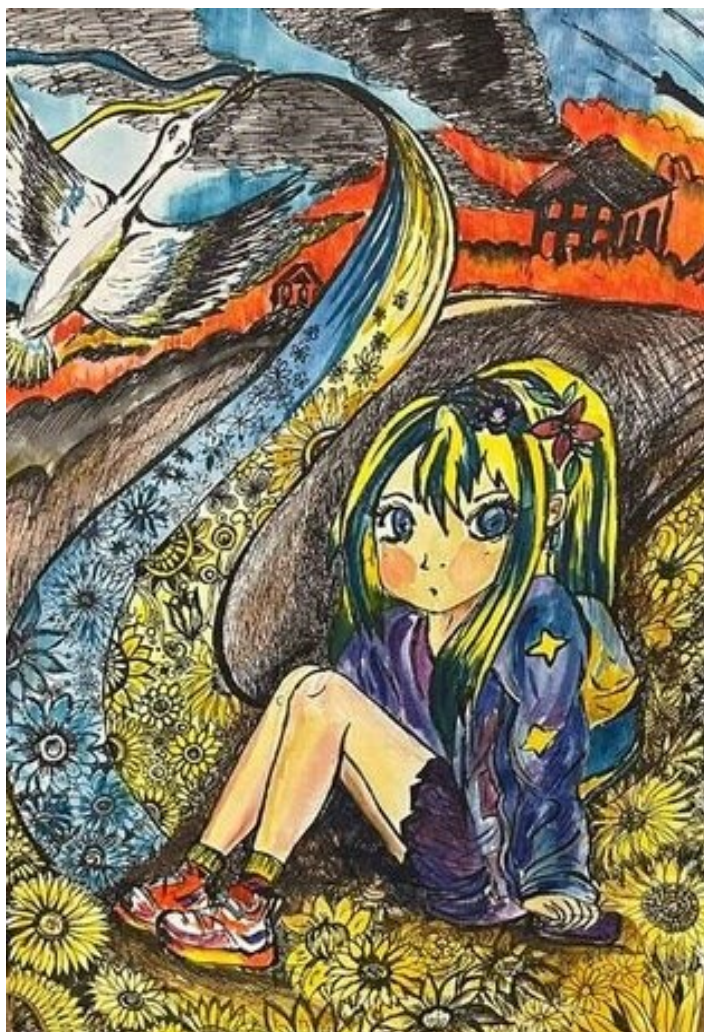


Lettre d'information syndicale du RESU

Mai-Juin 2024 NUMÉRO 10

[Politique du RESU en matière de médias publics](#)

Dans ce numéro



L'exposition de peintures d'enfants, présentée dans les stations de métro de Kharkiv à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance.

Contenu

Éditorial

Reportage : Le syndicat officiel de la Russie ne fait qu'une bouchée du Conseil d'administration de l'OIT

Lutte des travailleurs en Ukraine

Luttes communautaires en Ukraine

Lutte des étudiants en Ukraine

Lutte des femmes en Ukraine

nouvelles et analyses sur l'Ukraine

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Lutte des travailleurs au Belarus

Autres

Bienvenue dans le numéro de mai-juin 2024 de la lettre d'information syndicale du RESU. Nous présentons le contexte de l'humiliant "succès" de la Fédération des syndicats libres de Russie, qui a obtenu, de justesse, un siège au conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail.

Les mises à jour sur les luttes importantes des travailleurs et des communautés en Ukraine comprennent un article informatif sur la façon dont les femmes entreprennent une formation militaire volontaire, certaines dans le but de rejoindre l'armée.

Une déclaration du Mouvement social (*Sotsialnyi Rukh*) reprend le point de vue de Daryna Marchak (première vice-ministre de la politique sociale) selon lequel, pour échapper à la pauvreté, les Ukrainiens doivent simplement travailler plus longtemps.

Dans notre section sur la solidarité, nous soulignons les liens étroits entre la confédération syndicale norvégienne (LO) et ses organisations sœurs ukrainiennes, ainsi que les engagements que le mouvement de solidarité ukrainien en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse demande aux candidats aux prochaines élections britanniques de signer.

Editorial

Après les élections européennes : La lutte pour une victoire ukrainienne et pour la justice sociale doit aller de pair

Les résultats des élections du 9 juin au Parlement européen donnent lieu à différentes analyses que le mouvement syndical doit discuter sérieusement. Nous constatons une poussée de l'extrême droite dans les principaux pays de l'Union européenne (UE), ainsi qu'une avancée de la droite traditionnelle dans l'ensemble de l'UE.

Le vote social-démocrate recule légèrement mais se maintient (à l'exception notable de l'Allemagne). Il en va de même pour le vote à sa gauche. Mais on constate un recul des partis verts, qui ont parfois été des alliés de la gauche sur des questions importantes. Ce sont les libéraux qui ont le plus souffert, dépassés par la droite et l'extrême droite, notamment en France.

La tendance est clairement à droite, conservatrice en matière de politiques sociales et rétrograde en matière de droits du travail, de droits démocratiques et d'environnement. Le résultat a déjà produit les premiers tremblements de terre. En France, la convocation d'élections anticipées par Macron a déclenché la renaissance d'un Front populaire des forces de gauche ; en Espagne, la troisième vice-première ministre Yolanda Díaz a démissionné de son poste de chef de file de la coalition de gauche Sumar.

Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), a souligné avant les élections que "les dirigeants de l'extrême droite ... n'offrent aucune solution aux bas salaires, aux longues heures de travail ou aux mauvaises conditions de travail. Au lieu de cela, ils se concentrent sur la rhétorique de division et la peur, qui détournent l'attention du besoin urgent de justice sociale, de logements abordables, de salaires équitables et de meilleures conditions de travail". Et de conclure : "Les syndicats ne se laisseront pas bernier ni intimider."

Nos missions

Comment le mouvement syndical doit-il réagir aux résultats du 9 juin ? Comment ces résultats doivent-ils influencer notre solidarité avec les travailleurs ukrainiens et leurs organisations ?

Il est temps de passer des paroles aux actes. Car si nous n'agissons pas, nos suzerains économiques et financiers - les multinationales en guerre et les États qui les soutiennent - se tourneront de plus en plus vers des "solutions" autoritaires et antidémocratiques telles que celles proposées par Milei en Argentine. Sur cette voie, la classe ouvrière organisée, ainsi que les millions de pauvres qui dépendent d'elle, sont les plus grands perdants.

N'oublions jamais que ces "solutions" autoritaires de l'extrême droite au gouvernement ont un véritable champion dans la Russie de Poutine. Comme en Russie, les marchands de haine corrompus doivent dompter tout pouvoir syndical indépendant, première étape pour aider leurs capitalistes à reprendre le dessus dans la guerre mondiale pour les marchés et les ressources (y compris la main-d'œuvre bon marché et docile).

Cependant, la menace qui pèse sur le travail et l'Ukraine ne s'arrête pas là, pas plus que l'influence que les politiques de l'extrême droite exercent déjà sur la droite conservatrice et le "centre" libéral (comme dans leur consensus en faveur d'une Europe forteresse hostile aux réfugiés). Ni dans ce qui pourrait arriver si Trump remporte les élections présidentielles américaines de novembre et conclut un accord avec Poutine pour démembrer l'Ukraine.

Même la guerre défensive juste de l'Ukraine, qui bénéficie d'un soutien largement majoritaire parmi les peuples d'Europe, est présentée par le courant dominant de la droite comme un argument en faveur de l'"ajustement social" - l'austérité.

Gagner la bataille des cœurs et des esprits

C'est ici que le mouvement syndical organisé doit maintenant passer à l'offensive. Il doit montrer que la défense de l'Ukraine, y compris l'aide militaire dont elle a désespérément besoin, ne *signifie pas que les dépenses sociales doivent être sacrifiées pour financer les budgets militaires*. Voici comment.

Tout d'abord, les pays peuvent simplement envoyer les armes inutilisées à l'Ukraine, comme [l'a proposé la députée irlandaise Cathal Berry en 2022](#), et [comme le fait le Danemark avec 19 avions F-16. Les députés britanniques solidaires de l'Ukraine ont également proposé](#) que les équipements militaires destinés à être remplacés soient donnés à l'Ukraine au lieu d'être vendus.

Deuxièmement, [comme l'indique clairement la déclaration des syndicalistes et des activistes sociaux de Kryvyi Rih](#), les gouvernements des pays qui soutiennent l'Ukraine ont un choix politique à faire : ils peuvent "arrêter les exportations d'armes vers des pays tiers [comme Israël pour sa guerre contre Gaza ou l'Arabie saoudite pour sa guerre au Yémen] et donner la priorité à la fourniture d'armes et de munitions nécessaires dès à présent à la défense de l'Ukraine".

Troisièmement, s'il n'y a vraiment pas d'autre choix que d'augmenter les budgets de défense pour aider l'Ukraine à expulser l'envahisseur russe, ils peuvent être financés par une augmentation des impôts de ceux qui peuvent se le permettre. Ce revenu fiscal, peut-être sous la forme d'une surtaxe spéciale sur les plus riches, pourrait être utilisé pour financer directement ces dépenses ou pour rembourser toute augmentation de la dette contractée pour les financer.

Si le mouvement syndical ne dénonce pas agressivement le faux argument selon lequel "plus d'armes signifie moins de beurre", il laissera les travailleurs vulnérables aux arguments de chantage des amis et des partisans de Poutine et des faux "amis de l'Ukraine". Ce dernier groupe est très désireux d'exploiter l'invasion russe pour remilitariser l'Europe, transformer la guerre en une affaire lucrative pour la haute finance et les marchands d'armes, et verrouiller l'alliance de l'OTAN en tant que protection "indispensable" des droits démocratiques.

Le mouvement syndical a trois priorités indissolublement liées : la défense de l'Ukraine et de ses travailleurs, qui souffrent sur la ligne de front et dans leurs quartiers et villes ; la défense des intérêts de la classe ouvrière contre les oligarques ukrainiens ; et la défense des conditions de travail et des droits sociaux de tous les travailleurs.

La [réaction rapide de l'intersyndicale française](#) face à la menace d'une victoire de l'extrême droite aux élections législatives convoquées par Macron, qui fait suite à sa précédente [déclaration de solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens](#), montre comment le travail organisé devrait combiner ses responsabilités envers les travailleurs dans le pays et à l'étranger.

Nous, syndicalistes, devons-nous élever contre la guerre criminelle de la Russie, comme nous y invitent nos sœurs et frères ukrainiens : si elle réussit, les droits des travailleurs ukrainiens seront détruits, comme peuvent en témoigner douloureusement ceux qui survivent sous l'occupation russe dans les territoires occupés.

Mais nous ne pouvons pas non plus rester silencieux face aux politiques anti-ouvrières de Zelensky, qui remplacent la protection des travailleurs par la déréglementation et soutiennent les intérêts des oligarques anciens et nouveaux. Nous devons essayer d'unir tous les aspects de la lutte libératrice que mène l'Ukraine et dont dépend l'avenir de l'Europe.

Est-ce la démocratie d'accepter l'invasion et le démembrement d'un pays souverain par un voisin impérialiste ? Est-ce la démocratie d'accepter qu'un "syndicat" comme la Fédération des syndicats libres de Russie (FNPR), opérant sur le dos de l'invasion du criminel de guerre Poutine, supplante les vrais syndicats ukrainiens dans les territoires occupés, participe à la répression et justifie Poutine ?

Le résultat des élections des représentants des travailleurs au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) doit nous donner de l'espoir. Pour la première fois dans l'histoire de l'OIT, un représentant syndical proposé par la FNPR russe a failli ne pas être élu. La quasi-majorité des délégués, au Nord comme au Sud, n'a tout simplement pas voulu de l'homme de Poutine (voir l'intégralité de l'article en pages 5 à 13).

La démocratie est en danger dans toute l'Europe. Le plus grand de ces dangers serait la victoire de Poutine. En tant que syndicalistes, nous ne pouvons pas rester les bras croisés, regarder ce cadavre passer devant notre porte et prétendre que cela n'a pas d'importance. Les droits de millions de personnes sont en jeu. Nous devons réagir. Et il est encore temps.

Alfons Bech
Coordinateur syndical de l'RESU

Soutenez l'appel de Kryvyi Rih !
Aux politiciens étrangers :
Justice pour les travailleurs ukrainiens !
[Lire ici](#) [Signer ici](#)

L'élection au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail et de la Fédération des syndicats indépendants de Russie

Organisation internationale du travail : un camouflet pour la Russie parmi les syndicalistes

Source : *Le Temps*, Genève

Par Frédéric Koller

(11 juin 2024) Moscou est passé à deux voix de l'humiliation. Lundi [10 juin], le candidat russe au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) au nom des syndicats a obtenu 65 voix sur les 126 votes exprimés. Il lui en fallait 64 pour être élu. À l'annonce du résultat, les applaudissements fusent dans la salle. C'est un choc. Pour la première fois dans l'histoire de l'organisation, un candidat aurait pu être éliminé. Le nombre de candidats, par accord préalable, correspond au nombre de postes à pourvoir. Ils sont généralement élus par une centaine de voix ou sans opposition lors d'un vote à bulletin secret.

“Je ne sais pas ce que nous aurions fait”, explique Luca Cirigliano, membre du collège électoral représentant l'Union syndicale suisse (CGB-USS). Ce scénario n'était pas du tout prévu par le collège électoral”.



Cette semaine, l'OIT, dont le siège est à Genève (photo en conférence), renouvelle ses organes directeurs, qui ont la particularité d'être tripartites, avec des représentants des gouvernements, des employeurs et des salariés. Un processus qui met en lumière les tensions géopolitiques.

La Confédération syndicale internationale (CSI), qui est l'organe représentatif des travailleurs, ne comprend pas la Chine et a suspendu la Russie suite à l'agression en Ukraine. Deux pays réputés pour jouer un rôle de lobbying important au sein de cette organisation. Deux places “vacantes” leur ont été réservées sous la pression des syndicats du Sud.

Fiction du “Global South” (Sud global)

Alexey Zharkov, représentant d'un syndicat (la Fédération des syndicats libres de Russie, FNPR) qui s'est prononcé en faveur de “l'opération militaire spéciale” de Vladimir Poutine et qui est

impliqué dans l'occupation des territoires ukrainiens, est membre du Conseil d'administration de l'OIT depuis 2017. “Au vu de la campagne sans précédent menée contre lui, nous sommes satisfaits de son résultat”, déclare Alexander Chelyakov, porte-parole de la mission russe auprès des Nations unies à Genève. “C'est un membre très compétent et expérimenté du groupe des travailleurs”. Avec 88 voix, le candidat chinois, une autre surprise, est aussi l'un des plus mal élus d'un organe composé de 14 membres titulaires, 19 députés et 19 suppléants.

Le syndicaliste ukrainien Vasyl Andreyev a été nommé à l'un de ces 19 postes de suppléant. Ce vote s'est fait par consensus, sans qu'aucune opposition n'ait été exprimée. “C'est la première fois qu'un Ukrainien rejoint le groupe des travailleurs. C'est une grande promotion”, déclare-t-il. “C'est aussi une nouvelle responsabilité pour nous.

Il a cependant un regret : ne pas s'être présenté au poste d'adjoint vacant pour faire barrage au syndicaliste russe. “C'est de notre faute, explique-t-il, nous n'avons pas osé le faire. Pourquoi ? Parce que les dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont fait comprendre aux Ukrainiens qu'ils n'auraient aucune chance en raison du soutien du “Global South” à la Russie, et qu'il valait mieux “ne pas briser la solidarité internationale”. “C'était prendre le risque de perdre dans un vote en bloc.

Politique de non-collaboration avec les syndicats russes

Selon plusieurs sources, la Russie et la Chine ont activement fait campagne en faveur de leurs candidats en mobilisant le Sud, notamment à travers l'organisation BRICS+, avec un argumentaire basé sur l'anticolonialisme. “On nous a dit que le Sud allait voter contre le Nord”, poursuit Vasyl Andreyev. “La réalité est différente. Le faible résultat du candidat russe montre qu'il y a de moins en moins de soutien pour les bellicistes.”

“Le vote russe, en particulier, mais aussi le vote chinois, est une énorme gifle”, ajoute Luca Cirigliano. Il montre que la diplomatie du chéquier pratiquée par Moscou et Pékin n'a pas fonctionné. C'est un très bon signe pour l'OIT et le syndicalisme international.”

La CSI “poursuivra sa politique de non-collaboration avec la FNPR, conformément à la résolution prise par le Conseil d'administration de l'OIT en mars 2022”, déclare son porte-parole Philippe Gousenbourger. Il écrit au *Temps* que, contrairement aux craintes exprimées par les syndicalistes européens, Luc Triangle, secrétaire général de la CSI, “ne participera pas au forum syndical des BRICS qui se tiendra en Russie en septembre”.

Les syndicats québécois, canadiens et internationaux soutiennent-ils les partisans de Vladimir Poutine ? À propos d'un vote au conseil d'administration de l'OIT

Source : Presse-Toi à Gauche, Québec

Par Martin Gallié

(7 juin 2024) Aussi importante que soit cette question pour connaître l'orientation politique des directions syndicales, il est difficile d'y répondre clairement. Disons simplement que les organisations syndicales internationales ne brillent pas par leur transparence tandis que les enjeux de solidarité internationale sont secondarisés au sein des syndicats nationaux.

En juin 2024, ont lieu les [élections](#) des représentant·es des travailleurs et des travailleuses au Conseil d'administration du Bureau International du Travail (BIT) de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cette organisation tripartite (composée de représentant·es gouvernementaux, d'employeurs et de travailleur·ses) est notamment responsable de l'adoption des normes minimales en droit du travail. À titre d'exemple, la question de la légalité internationale du droit de grève est aujourd'hui l'une des questions les plus discutées en son sein. Il s'agit donc d'une organisation qui joue un rôle important pour la classe ouvrière, d'où l'importance de bien choisir ses représentant·es.

Ce sont les délégué·es des travailleurs et travailleuses de chaque pays membres à l'OIT qui votent pour les 33 membres du Conseil d'administration qui représentent les intérêts des travailleurs et des travailleuses : 14 membres permanents et 19 adjoint·es auxquels s'ajoutent 19 remplaçant·es. Aussi, pour préparer l'élection, la Confédération Syndicale Internationale (CSI), première organisation syndicale internationale au monde, a nommé un Comité de sélection mondial, composé de huit membres, à savoir les principaux dirigeants de la CSI et ceux des différentes confédérations régionales (Asie-Pacifique, Afrique, Europe, Amériques). Le comité a été chargé de dresser trois listes indicatives (pour les postes permanents, adjoints et remplaçants) des candidat·es. Ces listes sont ensuite communiquées aux délégué·es de l'OIT avant le vote pour leur indiquer le nom des candidat·es qui ont reçu l'appui de la CSI.

Lors de sa dernière réunion cependant, le Comité de sélection de la CSI n'a pas réussi à se mettre d'accord sur l'ensemble de la liste des 19 membres adjoints. Plus précisément, la proposition de laisser le 19e siège vacant « a fait l'objet d'une discussion », considérant que ce poste sera alors probablement pourvu lors du vote à l'OIT par un représentant du FNPR, la *Federation of Independent Trade Unions of Russia* (FNPR), la principale centrale syndicale Russe (voir document joint). Et finalement, avec 6 votes pour, un vote contre et une abstention, le Comité de sélection a choisi de laisser ce siège vacant. Seule la secrétaire générale du Conseil régional paneuropéen, Esther Lynch a voté contre, « sur la base du mandat clair de sa région de ne pas laisser de place susceptible d'être occupée par un candidat de la FNPR (Russie) ».

Rafael Freire, secrétaire général de la Confédération syndicale des Amériques (CSA) - laquelle compte parmi ses membres le Congrès canadien du travail (dont la FTQ), la CSN et la CSD - s'est quant à lui abstenu au motif « que sa région avait une proposition favorable à l'inclusion d'un représentant de l'organisation de travailleurs la plus représentative de la Fédération de Russie dans la liste de la CSI ».

Certes, il ne s'agit là que d'un vote indicatif du Comité de sélection mondial de la CSI puisque ce sont les délégué·es des travailleurs et des travailleuses à la Conférence internationale du travail de l'OIT qui au final éliront, le 9 ou 10 juin prochain, les représentant·es de leur choix au Conseil d'administration de l'OIT. Reste que cet appui à la FNPR est fortement dénoncé par celles et ceux qui sont attaché·es à la [solidarité](#) syndicale internationale.

Ce soutien est d'abord complètement aberrant puisque le Conseil d'administration de l'OIT a fermement [condamné](#) l'agression de l'Ukraine et mis fin à sa coopération avec la Russie. De surcroît, la CSI elle-même a suspendue la participation de la FNPR à ses activités depuis mai 2022 –suite à une commission d'enquête du Conseil général - en raison de son indéfectible [soutien](#) à Vladimir Poutine et à son « opération spéciale » en Ukraine.

Ainsi, aussi incohérent que cela puisse paraître, des dirigeant·es de la CSI appuient maintenant la candidature à l'OIT d'un membre qu'ils et elles ont suspendu au motif qu'il violait ses [statuts](#) et notamment l'engagement selon lequel : « *La Confédération proclame le droit de tous les peuples à*

l'autodétermination et à vivre libres de toute agression et de tout totalitarisme sous un gouvernement de leur choix ».

Mais ce soutien est aussi honteux quand on sait que la FNPR s'est ouvertement [engagée](#) à soutenir l'effort de guerre en Ukraine, qu'elle s'accapare les biens syndicaux ukrainiens dans les territoires occupés, que ses délégués [ovationnent](#) Vladimir Poutine venu faire le discours d'ouverture de son dernier congrès, confirmant de facto sa complète soumission et sa [complicité](#) avec le régime poutinien. Cet appui constitue une trahison non seulement à l'égard des centrales syndicales ukrainiennes qui [appellent](#) vainement à la solidarité internationale et à l'exclusion du FNPR mais également à l'égard des travailleurs et des travailleuses russes membres de la Confédération du travail russe (KTR-la seconde centrale russe) qui ont courageusement pris position [contre la guerre](#).

Pour expliquer ce soutien, [certains](#) font valoir, plus ou moins ouvertement, des arguments de « réalpolitik », il s'agirait de s'opposer à l'impérialisme « occidental », ou encore des arguments organisationnels et de représentativité : la FNPR serait l'une des plus importantes centrales syndicales, elle compterait pour [17% des membres](#) de la CSI, sa suspension aurait d'importantes répercussions organisationnelles et financières pour la CSI, etc.

Mais quelle peut-être la contribution à la lutte contre l'impérialisme ou pour l'émancipation internationale des travailleurs et des travailleuses d'une organisation syndicale, quand bien même serait-elle la plus importante du monde, qui soutient ouvertement une guerre d'agression, nie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, appuie des oligarques et des dirigeants racistes, sexistes, homophobes et qui répètent à qui veut l'entendre que l'Ukraine n'existe pas ?

Localement, au Québec comme au Canada, il est temps de se demander ce que votera le ou la représentant·e des travailleurs et des travailleuses canadien·nes à l'OIT [1]. Mais à ce jour, nous ne savons pas qui y participera tandis que les centrales syndicales québécoises comme le Congrès canadien du travail, [contrairement à d'autres organisations](#), n'ont toujours rien communiqué sur le sujet.

Note

[1] Nous ne connaissons que les représentants syndicaux à l'OIT en 2023 ; notons qu'il y avait des représentants de la FTQ, de la CSN et de la CSQ à l'époque :

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_882714.pdf

Les élections à l'OIT sont un test pour la solidarité internationale et les valeurs syndicales

Source : [Global Labour Column](#)

Par Frank Hoffer

(24 mai 2024) L'Organisation internationale du travail (OIT) est une lueur d'espoir pour les travailleurs du monde entier. À l'approche des élections au conseil d'administration de l'OIT, les délégués des travailleurs de 187 États membres sont confrontés à une décision cruciale.

Le vote à venir n'est pas simplement un choix entre des candidats, mais un test de l'engagement du mouvement syndical international envers ses valeurs fondamentales de démocratie, d'indépendance et de solidarité. En cette période charnière, les délégués des travailleurs doivent naviguer dans les

méandres de la politique mondiale tout en restant fidèles aux principes qui ont guidé le mouvement syndical depuis des générations.

Les délégués des travailleurs devront notamment prendre position sur la candidature de la Fédération russe des syndicats indépendants (FNPR), une organisation contrôlée par l'État qui soutient la guerre de la Russie contre l'Ukraine et le régime de Vladimir Poutine à l'intérieur du pays.

Les membres du Conseil d'administration du BIT seront élus pour un mandat de trois ans lors de la Conférence internationale du travail qui se tiendra en juin à Genève. Après un processus de délibération interne, basé sur les propositions de ses organisations régionales, la Confédération syndicale internationale (CSI), la plus grande organisation syndicale au monde, a appelé ses centrales syndicales nationales affiliées à voter pour 13 membres (sur 14 sièges disponibles) et 18 membres suppléants (sur 19 sièges disponibles), en les identifiant par leur nom et en les inscrivant sur ses listes distribuées à la Conférence avant le jour du vote. Chaque délégué syndical dispose de 14 voix pour les membres et de 19 voix pour les suppléants.^[1] La CSI ne recommande pas à ses organisations affiliées d'attribuer les 14e et 19e voix respectivement. Toutefois, on s'attend à ce que la Fédération chinoise des syndicats (ACFTU) désigne un candidat comme membre titulaire et que la FNPR russe propose quelqu'un comme membre suppléant du Conseil d'administration.

Tout candidat doit obtenir au moins 50% des voix des délégués pour être élu. Les délégués des travailleurs des syndicats démocratiques seront confrontés au choix d'aider la FNPR à franchir ce seuil pour obtenir les votes nécessaires ou de refuser leur soutien à un syndicat qui fait partie intégrante de la Russie de Poutine.

En tant qu'organisation des Nations unies, l'OIT a été fondée dans le but d'établir des normes de travail internationales universelles pour les États membres de l'ONU. Comme ses fondateurs voulaient s'assurer que les pays à forte population et/ou à grande puissance économique jouent un rôle actif permanent au sein de l'OIT, dix pays disposent d'un siège permanent sur les bancs du conseil d'administration de l'OIT : le Brésil, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. La constitution de l'OIT ne contient aucune disposition comparable pour les organisations d'employeurs et de travailleurs.

Pour que l'OIT fonctionne efficacement, les représentants des travailleurs et des employeurs doivent provenir d'organisations véritablement indépendantes. La crédibilité des syndicats en tant que porte-parole indépendants des travailleurs, et non la taille d'un pays, est essentielle pour un tripartisme authentique (collaboration de trois parties : gouvernements, employeurs et travailleurs) et une OIT efficace. Par conséquent, la taille de la Chine ou de la Russie n'est pas une raison suffisante pour les faire siéger sur les bancs des travailleurs du conseil d'administration.

Bien entendu, la taille joue également un rôle dans l'élection des représentants des travailleurs. L'opinion d'un dirigeant syndical représentant dix millions de membres peut avoir plus de poids que celle d'un représentant d'un syndicat plus petit. Toutefois, cet aspect a toujours été secondaire pour le groupe des travailleurs, qui représente des syndicats de différentes régions et de différents pays, et dont l'un des présidents était originaire d'une minuscule île des Caraïbes.^[2] Auparavant, la CSI et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ont toujours assumé leur responsabilité historique de veiller à ce que les membres du groupe des travailleurs représentent de véritables syndicats indépendants. Si les syndicats contrôlés par l'État sont autorisés à jouer un rôle important à l'OIT, le tripartisme devient une farce.

Pendant la guerre froide, la CISL a fait une concession en laissant un siège vacant, ce qui a permis aux syndicats soviétiques d'obtenir un siège sur les bancs des travailleurs du conseil d'administration de l'OIT.^[3] Ces dernières années, une approche similaire a été adoptée avec l'ACFTU chinoise. La guerre russe contre l'Ukraine a créé une nouvelle situation. L'affiliation de la FNPR à la CSI a été suspendue parce que la FNPR soutient pleinement la guerre contre l'Ukraine. Pour cette raison, la CSI a décidé - pour la première fois au cours de ce siècle - de ne pas inclure la FNPR dans sa liste de candidats soutenus pour le Conseil d'administration. Pour des raisons évidentes, la CSI ne recommande pas à ses affiliés de voter pour un syndicat dont l'adhésion est suspendue.

Luc Triangle, secrétaire général de la CSI, revient d'une visite en Ukraine où il a exprimé l'entière solidarité du mouvement syndical international avec le peuple ukrainien qui se défend contre l'agression russe. Cette position est incompatible avec le vote à l'OIT d'un syndicat russe qui soutient pleinement la guerre de Poutine. En laissant un siège ouvert dans sa recommandation, la CSI a créé un moment de vérité. Elle expose la FNPR et donc le régime de Poutine à un vote à l'OIT. Un vote que Poutine ne devrait pas remporter.

D'un point de vue syndical, il est difficile de voir une raison de soutenir un représentant de la FNPR sur les bancs des travailleurs du conseil d'administration de l'OIT. Non seulement la FNPR a décidé de soutenir pleinement le président Poutine et sa guerre d'agression, mais elle est également devenue une force d'occupation à part entière en créant des organisations locales de la FNPR dans les territoires occupés et en s'emparant des biens des syndicats ukrainiens.

La FNPR soutient également pleinement le régime de plus en plus autoritaire de Poutine en Russie même. On ne l'entend pas défendre les droits démocratiques et les droits des travailleurs en Russie. Au contraire, la FNPR est devenue une partie intégrante du régime répressif de Poutine, comme l'a montré clairement le dernier congrès de la FNPR, où Poutine a été ovationné.

L'OIT n'a aucune influence sur les décisions prises en Russie aujourd'hui. On ne peut pas supposer que l'influence de l'OIT pour défendre les droits des travailleurs augmentera en Russie si la FNPR est représentée au Conseil d'administration. L'élection d'un représentant de la FNPR à l'OIT ne changera rien à l'amélioration de la situation des travailleurs russes.

Certains syndicats démocratiques ont des contacts plus étroits avec les syndicats russes par le biais du Forum syndical des BRICS^[4] et semblent enclins à voter pour un représentant russe. Pour des raisons tout à fait différentes, les pays des BRICS et leurs syndicats sont favorables à l'idée d'un monde multipolaire et critiquent les institutions financières mondiales dominantes et le rôle hégémonique des pays industrialisés riches. Mais si les pays du Sud ont de nombreuses raisons de critiquer une mondialisation façonnée par la domination occidentale, ces considérations géopolitiques ne sont pas des raisons convaincantes de voter pour un syndicat fantôme d'un régime qui s'oppose à tout ce que le mouvement syndical défend.

L'unité syndicale est importante dans une période de tensions géopolitiques croissantes, mais elle doit être fondée sur des valeurs et des principes communs. En soutenant inconditionnellement la dictature de Poutine, sa vision d'un empire russe et la guerre contre l'Ukraine, la FNPR a fait son choix. Elle a opté contre les valeurs fondamentales du mouvement syndical démocratique international.

Les syndicats ukrainiens mènent deux combats, l'un pour la liberté de leur pays et l'autre contre le libéralisme de marché de leur gouvernement. Ils ont besoin de toute urgence du soutien de l'OIT pour modifier les politiques gouvernementales qui sapent les droits des travailleurs et les

protections du travail au nom de la réforme économique. La démocratie ukrainienne n'est pas parfaite et il n'est pas facile de la maintenir en temps de guerre. C'est pourquoi les syndicats ukrainiens ont un besoin urgent de solidarité internationale.

Les syndicats ukrainiens ont mis du temps à proposer un candidat commun au Conseil d'administration de l'OIT, mais dans une décision de dernière minute, la CSI a réussi à les inclure dans la troisième liste de délégués suppléants. Cette décision, qui assurera leur présence à l'OIT, est importante non seulement pour les syndicats ukrainiens, mais aussi pour le mouvement syndical démocratique international et la campagne de la CSI en faveur de la démocratie.

Le prochain vote de la Conférence internationale du travail est un appel lancé à chaque syndicat pour qu'il prenne position en fonction de ses valeurs syndicales, de sa vision politique et de son sens moral. La manière dont les délégués des travailleurs utiliseront leur 19ème vote sera un signal mondial. Espérons qu'ils ne manqueront pas de soutenir l'aspiration des travailleurs du monde entier à faire des syndicats forts, indépendants et démocratiques la voix des travailleurs à l'OIT. Moins le candidat de la FNPR obtiendra de voix, plus le signal sera fort.

Notes

[1] Conformément à l'article 7 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Conférence internationale du travail (CIT) élit les membres du conseil d'administration pour un mandat de trois ans. Conformément à la partie 6 du règlement intérieur de la CIT, les élections se déroulent au scrutin secret par trois collèges électoraux distincts : le collège électoral gouvernemental, le collège électoral des employeurs et le collège électoral des travailleurs. Seuls les délégués des travailleurs peuvent voter pour les représentants des travailleurs au Conseil d'administration.

[2] Leroy Trotman, secrétaire général de l'Union des travailleurs de la Barbade (BWU), a présidé le groupe des travailleurs de l'OIT de 2002 à 2011.

[3] La CISL a été dissoute le 31 octobre 2006 lorsqu'elle a fusionné avec la [Confédération mondiale du travail](#) (CMT) pour former la [Confédération syndicale internationale](#) (CSI).

[4] Le Forum syndical des BRICS (BTUF), une alliance de fédérations syndicales du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud.

Colère et consternation au sein des syndicats européens : Un représentant syndical russe soutenant l'effort de guerre et la répression de Poutine sera-t-il élu au conseil d'administration de l'OIT ?

Source : [L'observateur de Genève](#)

Par Philippe Mottaz

(29 mai 2024) L'élection possible le 10 juin au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail d'un représentant de la Fédération russe des syndicats indépendants (FNPR), une organisation contrôlée par l'État et alliée à Vladimir Poutine, a suscité un débat acrimonieux au sein du mouvement syndical. Les syndicats ukrainiens, ainsi qu'un certain nombre

de leurs homologues européens, craignent que l'élection du candidat de la FNPR au groupe des travailleurs du conseil d'administration de l'OIT - l'organe exécutif de l'organisation des Nations unies - ne porte un coup à la crédibilité du mouvement syndical mondial et de l'OIT elle-même.

Les sièges sur les bancs des travailleurs du Conseil d'administration sont dans une large mesure attribués par la Confédération syndicale internationale (CSI), basée à Bruxelles, la plus grande organisation syndicale au monde, après un processus de consultation avec ses organisations régionales. Selon un rapport interne de la CSI obtenu par l'*Observateur de Genève*, Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), s'est opposée à la proposition de la CSI de laisser une place ouverte sur sa liste "qui pourrait potentiellement être remplie par un candidat de la FNPR". Dans une lettre adressée à la CSI, le Conseil nordique des syndicats, qui représente les syndicats des pays scandinaves, estime que cette éventualité serait "inacceptable".

Les syndicats ukrainiens et européens dénoncent également ce qu'ils considèrent comme une attitude malavisée de complaisance envers la Russie et d'autres gouvernements opposés aux droits des travailleurs de la part des dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de certains de ses membres non européens d'Amérique latine et d'ailleurs.

Certains des critiques les plus sévères de la fédération syndicale internationale soutiennent en privé que, depuis son élection à la suite du [scandale du "Qatargate"](#), le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, a adopté une stratégie qui privilégie l'accès au détriment de la substance, dans sa quête pour que la CSI contribue à la "renaissance du multilatéralisme", selon des documents internes dont l'*Observateur de Genève* a eu connaissance.

Un observateur bien informé de l'OIT m'a fait part de l'opinion suivante : "Dans le cas de la FNPR, la direction de la CSI a montré un autre signe de sa faiblesse. Tout en ne soutenant pas la candidature de la FNPR, elle ne s'y est pas opposée catégoriquement. Nous avons déjà vu ce schéma avec le Qatar : une promesse bruyante de défendre les droits des travailleurs migrants pour finir par soutenir un accord entre l'OIT et le Qatar, un pays qui interdit toujours les syndicats indépendants".

Le point d'éclair de la FNPR

La CSI a suspendu son affiliation à la FNPR à la suite de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie et a décidé de ne pas inclure le syndicat russe dans sa liste de travailleurs candidats au conseil d'administration. Néanmoins, les syndicats européens et ukrainiens restent très critiques à l'égard de la direction de la CSI pour ne pas s'être opposée sans équivoque au candidat de la FNPR. "Le "syndicat" du régime génocidaire de Vladimir Poutine n'a pas sa place au conseil d'administration de l'OIT", a écrit le responsable syndical ukrainien Vasyl Andreyev dans un article d'opinion paru dans le quotidien suisse *Le Temps*, qui a été le premier à révéler l'histoire de la FNPR.

"Nous luttons chaque jour par notre travail et notre vie pour défendre la démocratie, les droits humains, sociaux et syndicaux, pour une paix juste et pour la liberté dans notre pays et dans toute l'Europe, contre l'agression du régime fasciste de Vladimir Poutine. Nous sommes actuellement confrontés à une proposition, soutenue par le secrétaire général [de la CSI], visant à inclure dans le conseil d'administration de l'OIT une confédération syndicale qui soutient Vladimir Poutine. Nous demandons à la direction de la CSI de comprendre ce point : une organisation aussi complice de crimes de guerre que la FNPR ne peut être représentée au sein du Conseil d'administration de l'OIT".

“Le FNPR a ovationné Poutine lors d'une [récente réunion](#). Elle soutient ouvertement son effort de guerre et sa campagne de répression dans le Donbass et en Ukraine. Vladimir Poutine est inculpé par la Cour pénale internationale. La situation est absolument sans précédent et la question de cette élection est une ligne rouge claire pour nous”, m'a dit Luca Cirigliano, secrétaire central de l'Union syndicale suisse, soulignant qu’“il ne s'agit pas d'une élection à une quelconque commission technique, mais à l'organe suprême de l'OIT”.

Pour bien comprendre l'émoi suscité par cette situation et ses enjeux pour le mouvement syndical international, il est important de garder à l'esprit le modèle unique de gouvernance tripartite de l'OIT, composé des gouvernements, des travailleurs et des employeurs. Le Conseil d'administration (CA) est l'organe exécutif de l'organisation. Selon le site web de l'OIT, “il est composé de 56 membres titulaires (28 gouvernements, 14 employeurs et 14 travailleurs) et de 66 membres suppléants (28 gouvernements, 19 employeurs et 19 travailleurs). Dix des sièges gouvernementaux titulaires sont occupés en permanence par des États dont l'importance industrielle est prépondérante (Allemagne, Brésil, Chine, États-Unis, Fédération de Russie, France, Inde, Italie, Japon et Royaume-Uni), tandis que les autres membres gouvernementaux sont élus par la Conférence tous les trois ans. Les autres membres gouvernementaux sont élus par la Conférence tous les trois ans. [...] Les membres employeurs et travailleurs sont élus à titre individuel.”

Si le représentant de la FNPR était élu, cela pourrait, selon les experts et les militants syndicaux, modifier la dynamique du CE. La constitution de l'OIT exige que les travailleurs (et les employeurs) soient représentés par des organisations véritablement indépendantes. Cependant, si “les syndicats contrôlés par l'État sont autorisés à jouer un rôle important à l'OIT”, comme dans le cas de la FNPR, “le tripartisme devient une farce”, explique Frank Hoffer, un ancien fonctionnaire allemand de l'OIT aujourd'hui associé à l'Université mondiale du travail.

Les nouvelles réalités géopolitiques façonnent également le dialogue syndical

Il est intéressant de noter que l'épisode de la FNPR illustre également la manière dont les nouvelles réalités géopolitiques façonnent de plus en plus les organisations internationales, à commencer par la montée en puissance des BRICS et d'un Sud mondial qui s'affirme davantage. “Certains syndicats démocratiques ont des contacts plus étroits avec les syndicats russes par le biais du Forum syndical des BRICS et semblent enclins à voter pour un représentant russe. Pour des raisons tout à fait différentes, les pays des BRICS et les syndicats de ces pays sont favorables à un monde multipolaire [...] et ont une vision critique des institutions financières mondiales dominantes et du rôle hégémonique des pays riches industrialisés”, analyse M. Hoffer.

Mais pour de nombreux syndicalistes, l'aversion idéologique pour les États-Unis et d'autres économies riches n'est pas une raison suffisante pour justifier le soutien à des pays comme la Russie et d'autres qui s'opposent à tout ce que le mouvement syndical est censé défendre. Ils sont préoccupés par la stratégie de la CSI telle qu'elle est exprimée dans un document interne pour 2023 : “Notre détermination à reconstruire le multilatéralisme implique la participation de toutes les forces syndicales dans tous les pays, y compris l'ACFTU en Chine, contrôlée par l'État, et la FNPR en Russie, que ces organisations soient ou non affiliées à la CSI. Il sera également nécessaire que la CSI participe à la prochaine réunion des ministres du travail et de l'emploi des BRICS+ en Russie. Ne pas le faire contribuerait à accentuer les divisions géopolitiques et à mettre fin au multilatéralisme”.

“Il s'agit d'une voie controversée. Du point de vue des droits des travailleurs, la relance du multilatéralisme ne devrait pas consister à offrir de nouveaux espaces d'action et d'influence à des

pays totalitaires ou autoritaires qui s'opposent à toutes les valeurs incarnées par le travail”, m'a dit un syndicaliste au fait des débats de la CSI et de l'OIT. “Cela ne ferait qu'affaiblir la crédibilité du mouvement syndical, de l'OIT et de la démocratie elle-même.

Le candidat de la FNPR sera-t-il élu le 10 juin ? Un candidat doit obtenir 50 % des voix des délégués et les élections se déroulent à bulletin secret. Seuls les délégués des travailleurs peuvent voter pour les représentants des travailleurs au Conseil d'administration. Quel sera le score du candidat russe de la FNPR ? Peut-il trébucher ? Vasyl Andreyev, le candidat ukrainien qui bénéficie du soutien de la CSI, pourra-t-il rallier une majorité significative à sa candidature ? “En donnant à la FNPR la possibilité de présenter son candidat, la CSI crée un moment de vérité”, déclare Frank Hoffer. “Elle expose la FNPR, et donc le régime de Poutine, à un vote à l'OIT. Un vote qu'ils ne devraient pas remporter. Pour d'autres observateurs de l'OIT, cette élection servira également de test pour la direction et la stratégie actuelles de la CSI.

Voir aussi

1. La présidence du Qatar à la Conférence internationale du travail suscite des interrogations

Lutte des travailleurs en Ukraine

Zaporizhzhia : la répression se poursuit à l'hôpital

Source : Sois comme Nina

[Rappel : Le 23 mai (voir ci-dessous), nous avons appris que le groupe d'initiative des travailleurs luttant contre la fermeture de l'hôpital avait reçu une convocation à la mobilisation de la part du TCC, le bureau d'enregistrement et d' enrôlement de l'armée ukrainienne.

(8 juin 2024) Le centre d'oncologie de Zaporizhzhia a organisé une répression : en une seule journée, 14 employés ont été réprimandés, et deux autres ont été licenciés. Le personnel infirmier du centre de Zaporizhzhia, qui proteste contre la liquidation du centre spécialisé, continue d'être menacé, et la nouvelle administration a maintenant décidé de lancer des actions punitives.



Depuis le début de l'action de la commission, 16 employés ont été licenciés.

Les employés du centre (photo) accusent

Zaporizhzhia de violer la décision du Conseil de sécurité nationale. Ils ont signé un appel collectif et décidé d'intenter une action en justice non pas au nom du centre de cancérologie, mais au nom du personnel médical. Le tribunal n'a pas accepté cette plainte, arguant que le collectif du personnel médical n'est pas une institution juridique.

Les employés de la maternité n° 9 de Zaporizhzhia n'ont pas reçu de salaire depuis trois mois

Source : suspline.media



(31 mai 2024) Les employés de la 9e maternité de la ville de Zaporizhzhia n'ont pas reçu de salaire pendant trois mois consécutifs. Le 20 mai 2024, lors d'une réunion extraordinaire du conseil municipal de Zaporizhzhia, quatre employés de la neuvième maternité (photo) ont tenté de pénétrer dans la salle de réunion.

Cependant, ils n'ont pas réussi, a déclaré le chef de la maternité,

Yevhen Averchenko : "Nous étions quatre : moi, un néonatalogiste et deux sages-femmes, nous

avons essayé d'être présents à la réunion du conseil municipal, nous voulions être entendus, faire part de nos souhaits, de notre cri de désespoir. Nous avons été encerclées par la police et filmées par des caméras vidéo. Nous travaillons ici depuis des années, des décennies, c'est notre deuxième maison, et nous quittons la maternité en larmes, en sanglots. Parce que nous sommes physiquement forcées de partir, parce qu'il n'y a pas d'argent pour survivre". Olena Peycheva, directrice médicale de la maternité n° 9, a déclaré que la direction de l'établissement avait fait appel à plusieurs reprises aux autorités municipales et régionales, mais qu'elle n'avait reçu aucune réponse.

Liens entre travailleurs et soldats

Source : *KVPU*

(31 mai 2024) L'association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NGPU) dans le Donbass occidental et les principales branches du NPGU qui en font partie ne rompent pas les liens avec leurs collègues qui extrayaient du charbon avant l'attaque ennemie, mais qui défendent aujourd'hui notre pays contre les agresseurs russes, les armes à la main.

Récemment, des militants ont remis un casque vidéo à vision subjective à leur collègue de la mine de Pavlogradska. Il défend désormais la région de Kharkiv et a besoin de cet équipement pour combattre ses ennemis plus efficacement. Le 103^e bataillon de la 108^e brigade de défense territoriale, au sein de laquelle les mineurs de l'ouest du Donbass se battent actuellement, a reçu un système de ventilation et des outils de la part des syndicalistes. L'unité militaire de la 128^e brigade de défense territoriale, qui protège le pays en direction de Zaporizhzhia et dans laquelle les mineurs de la région de Dnipropetrovsk sont également engagés, a reçu une machine de construction nécessaire à l'édification des fortifications.

“Ce sont nos collègues, qu'ils travaillent dans les mines ou portent des uniformes militaires, et nous devons les aider”, déclare Yuriy Kryvoruchko, responsable du syndicat NPGU dans le Donbass occidental.



Mobilisation à l'hôpital de Zaporizhzhia

Source : *suspline.media*



(24 mai 2024) La direction de la région a décidé de liquider cette institution médicale, ce qui obligera de nombreux patients à se faire soigner dans un autre hôpital. Le personnel de l'hôpital a déposé une plainte et une pétition sur le site du président Zelensky. Selon Yesayants, directeur de l'hôpital opposé à sa fermeture, l'équipe a déposé une plainte pour

tenter d'empêcher la réorganisation du centre de cancérologie, après quoi les événements qui se sont produits sont difficiles à considérer comme une coïncidence. “Le 15 mai, mon adjoint Yury Barshak a été arrêté près de chez lui par des représentants du TCC [service de recrutement], qui lui ont envoyé une convocation”, explique Mykhailo Yesayants. “Il s'est avéré qu'il était recherché depuis le 11 mai. On a promis à notre équipe que personne ne serait licencié. Les gens n'y croient pas. Le 23 mai, il a été révélé que le groupe d'initiative des travailleurs luttant contre la fermeture de l'hôpital avait reçu une convocation du TCC pour se mobiliser.

La pétition du personnel a déjà été signée par 11 433 personnes.

Soutien des syndicats à l'armée

Source. KVPU

(17 mai 2024) La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) et ses organisations sectorielles et régionales aident constamment les membres des syndicats qui sont en première ligne dans les forces armées ukrainiennes, défendant notre pays contre les agresseurs russes.

Récemment, les membres du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) ont soutenu le secrétaire de la section principale du NPGU à l'usine minière de l'Est, Dmytro Bondarev (à gauche sur la photo), et ses compagnons d'armes. Ils ont répondu à la demande des défenseurs et ont acheté et transféré au front de nouvelles batteries, beaucoup plus puissantes, pour les stations de radio. Les chargeurs amélioreront la qualité de la communication entre les soldats lors des longues missions de combat.

Un peu plus tôt, l'organisation Kropyvnytskyi du syndicat libre de l'éducation et de la science d'Ukraine a remis à l'unité militaire où sert Dmytro Bondarev des batteries dont les sapeurs ne peuvent se passer.

Ensemble, nous sommes une force ! Nous rapprochons la victoire !



Solidarité avec les travailleurs ukrainiens de l'édition et du commerce de détail à la lumière des récentes attaques

Source : UNI Global Union UNI Global Union

(31 mai 2024) UNI Global Union fait preuve d'une solidarité inébranlable avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens

des secteurs de l'édition et du commerce de détail à la suite des récentes attaques russes dévastatrices.

En mai, des missiles russes ont détruit l'une des plus grandes imprimeries ukrainiennes, Factor-Druk (photo), une semaine seulement avant le festival international de l'Arsenal du livre. Cet acte odieux, qui vise le cœur culturel et intellectuel de l'Ukraine, a paralysé la quasi-totalité du secteur du livre. L'attentat a causé la perte tragique de sept civils qui travaillaient assidûment à l'imprimerie et a fait 22 blessés.

En outre, une récente attaque russe sur un supermarché de Kharkiv a coûté la vie à 12 personnes, ce qui souligne encore la nature aveugle de ces attaques brutales contre les infrastructures et les travailleurs civils.

“Ces attaques contre des civils sont odieuses et doivent être condamnées par la communauté internationale. Le ciblage délibéré des travailleurs est une violation flagrante des normes internationales et de la décence humaine”, a déclaré Christy Hoffman, Secrétaire générale d'UNI Global Union.

Ukraine : Les travailleurs domestiques obtiennent gain de cause grâce à la signature d'une nouvelle loi par le président

Source : Centres de solidarité

24 mai 2024) Peu après avoir [commencé à militer pour une reconnaissance formelle en tant que travailleurs](#) et pour des protections au travail, les travailleurs domestiques en Ukraine ont remporté une victoire importante lorsque le président Volodymyr Zelenskyy a signé une nouvelle loi le 22 mai réglementant le travail domestique et accordant de nouvelles protections aux travailleurs domestiques.

Il est important de noter que la loi reconnaît et définit le travail domestique et les travailleurs domestiques, et leur accorde tous les droits et garanties du travail, y compris les heures de travail normales, la rémunération des heures supplémentaires, les périodes de repos quotidiennes et hebdomadaires, et les congés annuels payés. Elle garantit le droit des travailleurs domestiques à un environnement de travail sûr et sain et rend les employeurs responsables de la garantie de conditions de travail sûres. La loi établit également un contrat de travail comme principal moyen de formaliser la relation de travail et fixe un âge minimum pour les travailleurs domestiques.



L'année dernière, la première [enquête](#) visant à évaluer les conditions de travail des travailleurs domestiques ukrainiens a révélé que l'absence de contrat et de reconnaissance formelle rendait la plupart des personnes interrogées vulnérables aux bas salaires, au vol de salaire, à la confusion sur le statut de l'emploi, à l'exclusion du système de retraite du pays et à une capacité minimale d'exercer leur droit à la liberté d'association. La plupart des personnes interrogées ont déclaré travailler sans conditions d'emploi formelles.

“Il s'agit d'un développement important pour la protection des droits de l'homme et les efforts d'intégration européenne de l'Ukraine”, a déclaré Tristan Masat, directeur du programme national du Centre de solidarité pour l'Ukraine. “Les travailleurs domestiques et les aides-soignants font partie des groupes les plus isolés et les plus vulnérables de l'économie, et avec tant d'Ukrainiens travaillant

à domicile dans l'UE, il est précieux de voir le gouvernement adopter une position forte et progressiste sur les droits de ces travailleurs en Ukraine”.

Si la nouvelle loi permet aux travailleurs domestiques et aux employeurs de codifier les conditions d'emploi dans un contrat et protège les travailleurs domestiques en vertu du droit du travail ukrainien, il reste encore beaucoup à faire pour appliquer la loi et garantir de meilleures protections aux travailleurs domestiques.

Tetiana Lauhina, fondatrice de l'Union of Home Staff (photo), a déclaré que la loi était attendue depuis longtemps. “Nous attendions cette loi depuis 2015. C'est un grand pas dans la bonne direction. RESUite, nous aimerions que la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail sur les travailleurs domestiques soit ratifiée par l'Ukraine. Sa ratification et sa mise en œuvre constituent un objectif majeur pour l'Union of Home Staff.”

Luttes communautaires en Ukraine

Augmentation des décharges illégales à Marioupol

Source : La municipalité de Marioupol en exil

(7 juin 2024) Les citoyens se plaignent de l'existence de décharges illégales dans différents quartiers. Les services publics de la ville occupée manquent d'équipements et de personnel. En conséquence, Marioupol se transforme en une ville de désordre et d'ordures.



Une décharge a notamment été créée au 36 de la rue Troitska. Les citoyens rapportent que des montagnes d'ordures s'y sont déjà formées et qu'une deuxième décharge se développe déjà à proximité. Une décharge existe toujours près du marché central de la ville, qui a été détruit par les Russes. La population craint la propagation d'infections et d'incendies. Depuis le début de l'année 2024, 207 incendies dans la ville ont été causés par des décharges illégales. En été, ce chiffre peut être plusieurs fois supérieur. Mais les occupants continuent à ne rien faire.

Passages à tabac dans un centre de mobilisation

Source : Patrick Le Tréhondat



(6 juin 2024) Le 5 juin, une centaine d'habitants de Baranivka (photo) se sont rassemblés près du deuxième département du centre de mobilisation territoriale du district de Zvyagel. Ils ont demandé des explications sur la mort de Serhiy Kovalchuk, 32 ans, dont les proches affirment qu'il a été battu dans les TCC (centres de recrutement territoriaux).

“Tant que l'enquête n'est pas terminée, personne ne peut dire s'il s'agit d'un homicide ou d'une chute. La seule chose que nous demandons, c'est que les personnes impliquées soient suspendues le temps de l'enquête. Nous allons collecter des fonds pour engager un avocat”, explique un habitant. “À Baranivka, ce centre a mauvaise réputation, il y a eu des cas de passages à tabac, mais les gens ont généralement survécu, mais c'est allé jusqu'à la mort d'une personne”, raconte Nadiya Oshatyuk. Une association de Jytomyr a envoyé une demande au TCC pour savoir s'il y a déjà eu des cas de

passages à tabac dans le deuxième département du centre territorial de recrutement et d'assistance sociale du district de Zvyagel.

Kyiv : manifestations de parents et d'amis de prisonniers

Source : *suspline.media*

Le 1er juin, un rassemblement a eu lieu à Kyiv en soutien aux prisonniers civils. Des parents et des amis sont venus sur la place avec des photos d'Ukrainiens capturés et des affiches appelant à leur retour. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées sur la place Mykhailivska (voir photo) et ont demandé le retour des civils en captivité. Les participants à



l'action ont déclaré qu'ils n'avaient pas vu leurs proches depuis plus de deux ans. Certains avaient reçu des lettres avec un court message : “Je suis vivant, attendez à la maison”.

Des maisons ont été démolies et les habitants de Marioupol se sont retrouvés sans abri !

Source : *Comité de résistance de Marioupol - Patrick Le Tréhondat*

(28 mai 2024) Sous l'occupation, les rassemblements de citoyens qui se sont retrouvés sans logement se poursuivent (photo). Par exemple, des habitants du quartier du stade sur la rive gauche ont enregistré un message vidéo dans lequel ils déclarent que l'occupant prévoit de construire des logements pour les Russes sur le site de leurs maisons démolies.



Au printemps 2022, l'armée russe a bombardé une cinquantaine de maisons dans la zone du stade. Après le début de l'occupation, elles ont été démantelées. Récemment, la rue Azovstalska a été rebaptisée avenue Tula sans que les habitants aient été consultés. Aujourd'hui, les personnes qui vivaient dans les maisons démantelées n'ont plus le droit d'être indemnisées.

Les occupants font tout ce qu'ils peuvent pour laisser les habitants de la ville dans les rues, et les citoyens de la Fédération de Russie sont invités à entrer dans la ville. C'est ainsi que les envahisseurs mettent en œuvre leur projet de russification de la ville.

Lutte des étudiants en Ukraine

Les cheminots soutiennent les étudiants

Source : Priama Diia (Action directe) [extraits]

(11 juin 2024) Le 6 juin, une manifestation contre la fusion de l'Université d'État des infrastructures et de la technologie (DUIT) avec l'Université nationale des transports (NTU) a eu lieu devant le ministère de l'Éducation et de la Science à Kyiv. La manifestation a été initiée par l'administration et le syndicat de l'université, mais a également été soutenue par les étudiants de l'université qui ont participé à l'Action Directe.



Il est à noter que la plupart des personnes présentes à la manifestation étaient des enseignants et du personnel administratif. Nous avons également réussi à discuter avec les étudiants présents. Selon eux, la fusion du DUIT avec NTU ne signifie pas une fusion des deux institutions, mais la liquidation effective de la première - c'est contre cela qu'ils ont protesté, car, selon eux, cela viole leur droit de choisir leur lieu d'études. La possible réduction des facultés et la suppression de l'enseignement à distance ont également suscité des inquiétudes. Les étudiants présents ont noté qu'ils ont généralement de bonnes relations avec l'administration et que la direction est ouverte au dialogue avec les étudiants.

En ce qui concerne les enseignants, la position du ministère de l'éducation et de la science n'est pas aussi forte : “Votre utilité dépend du nombre d'étudiants et de la quantité de travail”, a répondu M. Sharov à un professeur d'un des départements de l'université qui l'interrogeait sur d'éventuels licenciements.

La manifestation contre la réorganisation a été soutenue par le syndicat des cheminots, et le personnel du DUIT lui-même a fait état de 560 signatures dans un appel du personnel et des étudiants de l'université au ministère de l'éducation et des sciences, demandant l'annulation de la réorganisation et la garantie d'un dialogue transparent avec la direction et le personnel de l'université.

Déclaration du syndicat des cheminots (extraits)

Source : Syndicat des cheminots d'Ukraine

(4 juin 2024) Nous soutenons la protestation du personnel académique, des étudiants et de tous les employés de l'université contre la réorganisation. Le personnel de l'Université d'État des infrastructures et de la technologie a demandé au ministère ukrainien de l'Éducation et de la

Science de retirer le projet d'ordonnance CMU sur la réorganisation de l'université en la fusionnant avec l'Université nationale des transports.

Le corps enseignant, le personnel et les étudiants du DUIT protestent contre la décision secrète, déraisonnable et non transparente du ministère ukrainien de l'éducation et de la science de réorganiser l'institution et de la fusionner avec l'université nationale des transports au beau milieu de la campagne d'admission....

Notre syndicat appelle également les Fédérations internationale et européenne des travailleurs des transports à soutenir les justes revendications du personnel de DUIT et notre syndicat exprime sa solidarité.

Kyiv : nouvelle agression par des fascistes contre des étudiants du syndicat Action directe

*(21 mai 2024) Le lundi 20 mai, deux militants, un garçon et une fille, de Priama Diia (Action directe) à Kyiv accrochaient des affiches d'un événement présentant le zine *Act*, qui devait avoir lieu le dimanche 26 mai. Pendant le collage dans le centre-ville, ils ont été abordés par trois personnes, dont un soldat. Le soldat leur a demandé s'ils étaient de Priama Diia et leur a dit : “Oh, vous êtes donc des antifascistes ! Et moi, je suis un nazi”.*

Les trois agresseurs ont RESUite sorti un spray au poivre et ont frappé les militants syndicaux. Arseniy, chef de la cellule Priama Diia à l'Académie de Kyiv-Mohyla, a également été battu. Les agresseurs ont fini par s'enfuir. Les victimes ont déjà fait une déclaration à la police et le syndicat essaie d'attirer un avocat pour aider la police.

Odessa : les étudiants et les soldats repoussent l'extrême droite

*Le samedi 18 mai, le syndicat étudiant Priama Diia (Action directe) a présenté le premier numéro de son zine *Act* à la bibliothèque régionale d'Odessa. Cependant, alors que les premiers étudiants s'installaient dans la salle, des éléments d'extrême droite ont tenté d'empêcher la tenue de la réunion. Mais ils ont été rapidement repoussés. S'en sont suivis des affrontements dans les rues d'Odessa au cours desquels des soldats venus défendre la réunion ont été blessés, dont un soldat libertaire revenant du front avec des béquilles qui a été aspergé de gaz poivré. Il y a quelques semaines, dans la même ville, l'extrême droite avait réussi à empêcher une exposition d'œuvres de l'artiste libertaire David Chichkan. Ce samedi, ils ont été contrecarrés. Nous publions ci-dessous une déclaration du syndicat étudiant.*

Source : <https://laboursolidarity.org/en/n/3149/odessa-kyiv--solidarity-with-priama-diia-student-unionists>

Déclaration d'Action directe

(19 mai 2024) Hier, la bibliothèque régionale d'Odessa, qui porte le nom de [Mykhailo Hrushevsky](#), a accueilli une présentation du magazine de Direct Action.

L'événement (photo) a suscité beaucoup d'intérêt, comme en témoigne le fait qu'il n'y avait aucun siège vide dans la salle. Outre des étudiants, la présentation a également été suivie par des diplômés universitaires, dont nos camarades de l'Ecoplatform. Une quarantaine de personnes ont assisté à



l'événement, heureuses de partager leurs expériences et d'entendre des récits de la lutte pour de meilleures conditions d'apprentissage et l'éducation pour tous. Cependant, tous n'avaient pas de bonnes intentions.

Au cours de la présentation, des hommes masqués non identifiés portant des symboles nazis sur leurs vêtements sont apparus. Les individus non invités ont commencé à intimider le personnel

de la bibliothèque et les participants à l'événement, y compris par la violence physique. Au cours du conflit, les jeunes hommes agressifs ont attaqué les soldats avec du gaz poivré avant de s'enfuir.

Nous avons déjà mentionné que la violence d'extrême droite est de plus en plus fréquente dans les rues ukrainiennes, et l'incident d'hier en est une nouvelle confirmation. La violence motivée par la haine est toujours inacceptable ; elle semble dix fois plus sauvage en temps de guerre : alors que le pays résiste à l'agression impériale, certains jeunes hommes ne trouvent rien de mieux que de perturber des conférences et d'entraver les activités syndicales (ce qui constitue également une violation de la loi). De plus, ils s'en prennent aux militaires, grâce auxquels ils peuvent, en principe, rester tranquilles à l'arrière.

Nous sommes profondément reconnaissants à tous ceux qui ont assisté à la présentation avec un intérêt sincère. Nous tenons également à remercier la bibliothèque et les personnes qui nous ont aidés à organiser l'événement. À Action directe, nous pensons que les soldats ukrainiens devraient être soutenus avec des hryvnias, et non avec des bombes au poivre, comme le font les radicaux de droite. C'est pourquoi nous vous invitons à participer à la collecte d'une camionnette pour le soldat anarchiste Panko, organisée par le Collectif Solidarité.

Nous vous invitons à prendre soin de vous, à maintenir une tolérance zéro à l'égard de la violence haineuse et à vous tenir à nos côtés. La vérité est de notre côté.



Lutte des femmes en Ukraine



[Voir : Ukrainian Feminist Kitchen #7 - Les droits du travail dans les contextes de l'Ukraine et du Royaume-Uni](#)

En Ukraine, les femmes prennent en main leur défense et celle du pays

Source : Pierre Alonso, Mediapart

(5 mai 2024) Elles ont appris à vivre sans leurs hommes, partis au front et dont certains ne reviendront pas. Face à la poursuite de la guerre, elles ont décidé qu'un jour elles s'engageront dans l'armée, ou que c'est le moment d'apprendre à se protéger des soldats russes.

Réunions autour de Kyiv.

Un samedi matin, une clairière dans un bois de Kyiv s'anime. En cette fin avril, les arbres ont retrouvé leurs feuilles, il neige du pollen et la boue commence à sécher. Dasha, 27 ans, n'est pas là pour profiter du paysage. Secouée par un sanglot soudain, elle raconte : "J'ai enterré mon mari hier. Il est mort à Avdiivka [ville du Donbass encerclée puis prise par l'armée russe en février - ndlr] il y a deux mois. Maintenant que mon mari n'est plus là, je veux m'engager dans l'armée.

C'est aussi une tragédie qui a amené Tetyana, avocate au chignon serré derrière la tête, ici. Son frère, un soldat, a disparu "il y a un an et trois mois" dans la forêt de Kreminna, sur le front du Donbass. "S'ils retrouvent mon frère un jour, j'irai me battre. Sinon, je devrais rester avec mes vieux parents", dit la quadragénaire. En attendant, elle apprend à manier les armes. Une dizaine de femmes ont payé 1 500 hryvnias, soit environ 35 euros, pour suivre la petite journée de formation proposée par le collectif Walkyrie (photo).

“Nous allons vous donner confiance en vous”, déclare la fondatrice de l'organisation, Darina Trebykh, en lançant les ateliers. Les femmes ne sont pas là uniquement pour faire du bortsch en cuisine. La semaine précédente, Lisa, une autre animatrice des Valkyries, avait accueilli de la même manière la trentaine de participants, dont une écrasante majorité de femmes : “Personne ne vous fera de reproches ici si vous faites quelque chose de mal. Les femmes peuvent tout faire.

Au programme de la journée : position de tir avec une arme automatique, démontage et chargement de l'arme, rudiments de médecine de guerre, et pour ceux qui ont déjà suivi la formation, un assaut collectif sur un bâtiment. Ailleurs dans la région de Kyiv, d'autres groupes apprennent à piloter des drones, à tenir des tranchées et à tirer avec des armes longues.



Ces cours ne sont pas réservés aux femmes - certains participants viennent avec leur conjoint - mais le collectif, créé il y a deux ans après la libération de la région de Kyiv, est né de la volonté d'aider les Ukrainiennes à se défendre. “Les femmes sont venues nous voir parce qu'elles ne se sentaient pas protégées lorsque leurs maris étaient au front”, explique Darina Trebykh. Elle-même habitante d'Hostomel, une banlieue de la capitale qui a été le théâtre d'une bataille féroce et décisive, elle a appris à tirer avec des soldats de la Garde nationale qu'elle a rencontrés au début de l'invasion, alors qu'elle se démenait pour aider les habitants de

son quartier.

La peur de l'occupation

“J'ai été mannequin. J'ai troqué mes talons contre des Rangers, mais j'ai toujours une manucure”, raconte Darina Trebykh, 35 ans, en montrant ses chaussures kaki et ses ongles rose pâle. Des femmes qui se considèrent comme fragiles viennent, des femmes plus aguerries aussi, c'est ouvert à tous”, ajoute Lisa.

Originaire de Berdiansk, à l'autre bout du pays, sur les rives de la mer d'Azov, elle a fait la douloureuse expérience de vivre pendant un mois sous l'occupation. “J'ai vu ce que c'était que d'être désarmée et sans compétences militaires dans une ville occupée. C'était comme si j'avais les poings liés, je voulais faire quelque chose mais je ne pouvais pas”. Juste après avoir quitté sa ville, le 24 mars 2022, la jeune femme a appris l'existence de l'entraînement militaire.

La peur de vivre ou de revivre l'occupation est l'une des motivations des participants. Près de 800 jours et 800 nuits après le début de l'invasion, il est désormais établi que l'occupation s'est accompagnée de violences sexuelles, dont des viols, commis par des soldats russes. La [Commission internationale indépendante d'enquête sur l'Ukraine](#), mise en place par les Nations unies, documente des cas dans chacun de ses rapports. Elle a documenté des cas de viols commis sur des femmes, des filles et des hommes dans neuf régions.

Le viol reste un sujet tabou en Ukraine, et les victimes doivent faire face à “la stigmatisation et à des sentiments de honte”, selon le dernier rapport de la commission d'enquête indépendante des Nations unies. “Une femme doit savoir comment se protéger et être respectée. C'est un sujet horrible, je ne survivrais pas, je préférerais mourir”, confie Tetyana, l'avocate.

Les organisateurs du collectif constatent un regain d'intérêt pour leurs entraînements lorsque la situation se dégrade sur le front. En ce moment, elle n'est pas bonne pour les forces ukrainiennes qui reculent dans le Donbass. L'état-major craint que ces avancées de l'armée russe ne soient le prélude à de grandes offensives avant le début de l'été.

Pour Olha, 40 ans, il ne fait aucun doute que la Russie n'a pas renoncé à prendre Kyiv. Elle suit consciencieusement les entraînements tous les samedis. Darya, qui est retournée en Ukraine avec sa fille à l'été 2023, ne veut dépendre de personne pour la sécurité de sa famille : “Je veux apprendre à me protéger et à protéger ma fille”, dit-elle pendant la pause de midi.

Lourdes pertes militaires

Ces cours, dispensés par des soldats en permission, ne sont pas destinés à remplacer la formation militaire. Pour beaucoup, ils constituent un premier contact avec les armes, avant d'aller éventuellement plus loin. Contrairement aux hommes âgés de 25 à 60 ans, les femmes ne sont pas soumises à la mobilisation obligatoire. Elles peuvent quitter le pays, ce qui est interdit aux hommes de 18 à 60 ans, à quelques exceptions près.

Anna, une avocate de 38 ans qui a grandi en Crimée, n'exclut pas de s'engager un jour. Liudmila, qui vient d'avoir trente ans, y pense “tous les jours”. Cette consultante en finance a passé ses deux derniers samedis au sein du collectif des Walkyries et compte bien continuer jusqu'au dernier module. Elle explique : “La guerre continue, nos soldats sont rares, il faudra les remplacer. La Russie est quatre fois plus peuplée que l'Ukraine.

Deux années de guerre meurtrière ont décimé les rangs de l'armée, qui peine à les reconstituer. Le chiffre est secret, mais les pertes ukrainiennes avoisinaient les 200 000 (70 000 tués, 120 000 blessés) l'été dernier, selon des estimations du Pentagone citées par le *New York Times*. Les volontaires se font rares. Le gouvernement hésite à recruter en masse, une mesure qui serait forcément impopulaire. Il se contente d'ajuster les paramètres de la mobilisation en abaissant légèrement la limite d'âge de 27 à 25 ans, en durcissant les sanctions contre les récalcitrants et en excluant la démobilisation automatique des soldats après plusieurs années de service...

Nous savons qu'à un moment donné, il n'y aura plus d'hommes et qu'il faudra mobiliser les femmes”, explique Lisa, l'une des responsables du collectif Valkyrie.

L'appel des femmes ukrainiennes dans les forces armées n'est pas encore à l'ordre du jour. Dans une interview au *Times*, Oksana Grigorieva, conseillère en matière de genre auprès du commandant des forces terrestres, a ouvert la porte, citant en exemple le modèle israélien de conscription mixte (contactée par Mediapart, elle ne souhaite plus s'exprimer sur le sujet).

Dans la clairière, le sujet divise. “La société n'est pas encore prête”, dit Tetyana. Darina Trebykh n'est pas favorable dans l'absolu, mais ne voit pas d'autre issue tôt ou tard, “parce que le réservoir d'hommes va s'assécher”. Dasha, qui s'est retrouvée veuve avant l'âge de 30 ans, est “tout à fait d'accord” : “Nous sommes plus résistantes au stress, les femmes sont fortes”. Lisa, bras tatoués et air déterminé, pense qu'il aurait fallu commencer dès 2014 : “On sait qu'il n'y aura plus d'hommes à un moment donné et qu'il faudra mobiliser les femmes”.

Une armée encore sous-féminisée

Quelque 65 000 femmes soldats servent déjà dans l'armée, ce qui représente environ 7,3 % de la main-d'œuvre. C'est peu par rapport aux États-Unis et à la France (environ 17 % des effectifs). Jusqu'en 2018, les postes de combat n'étaient pas ouverts aux femmes. Slava, un blessé de guerre de 19 ans qui aide le collectif Valkyrie, raconte avoir été sauvé par une infirmière militaire alors qu'un drone lui avait lancé une grenade. “Les femmes font un travail fantastique dans notre armée”, se félicite le jeune homme aux joues encore rondes, qui porte une prothèse à la jambe droite et dont la main gauche est encore très abîmée, six mois après l'incident. “Le sexisme est toujours présent. Très peu de femmes sont envoyées au front”, dit Lisa.

Olena, qui s'est portée volontaire il y a dix-sept mois, a servi dans la prestigieuse et respectée 47^e brigade. Jointe par téléphone depuis le Donbass où elle est déployée, elle se souvient qu'elle n'a pas été prise au sérieux au début. Elle a dû faire ses preuves, plus que les autres : “Pas une seule fois je n'ai reculé, pas une seule fois je ne me suis plainte. Le regard de mes frères d'armes et de mes commandants a commencé à changer. Après plusieurs mois sous les ordres du cinéaste Oleh Sentsov, elle rejoint une autre unité, composée de “durs à cuire”, qui la regardent à nouveau de travers. “Après deux semaines et les premières missions, les choses se sont améliorées. J'ai montré que j'étais encore plus forte que certains de ces hommes”.

Optimiste de nature, elle reste “convaincue que l'entrée dans l'armée est encore beaucoup plus difficile pour une femme”. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle salue les initiations du collectif des Walkyries. “C'est bien que les femmes essaient et découvrent ce qu'elles peuvent ou ne peuvent pas faire. Même si elles ne deviennent pas soldats, ce n'est pas grave, elles auront des compétences et des qualifications. Elles sont un exemple pour nous tous.

Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine



Lisez et signez votre soutien à cette déclaration [ici](#).

L'attentat à la bombe contre une centrale électrique redouble la pression sur l'Ukraine

Source : Politique étrangère en bref
Par Simon Pirani

(5 juin 2024) Une campagne de bombardement russe de trois mois a détruit une grande partie de la capacité de production d'électricité de l'Ukraine et a laissé les civils payer le prix des politiques incohérentes des puissances occidentales.

La Russie a tiré simultanément des dizaines de missiles et de drones sur des centrales électriques, afin de percer les défenses aériennes surchargées. Certaines ont été complètement détruites. Des centaines de villes et de villages subissent de longues coupures d'électricité.



L'attention et la colère du monde entier étant concentrées sur les multiples crimes de guerre commis quotidiennement à Gaza - notamment les meurtres de masse de civils et la destruction d'infrastructures -, les bombardements russes incessants ne font plus la une des journaux.

Mais une autre tragédie humaine est en train de se produire. Il est difficile d'imaginer comment le système pourra être réparé d'ici l'hiver, et d'autres personnes pourraient être contraintes de quitter leur logement.

Je présente ici l'étendue des dégâts, les réponses proposées, les lacunes de la politique occidentale qui ont aggravé le problème et les perspectives d'un système énergétique confronté à une campagne d'agression illimitée.

[Lire la suite](#)

Travailler plus pour gagner moins

Source : *Mouvement social* (Sotsialnyi Rukh)

(5 juin 2024) L'affirmation selon laquelle les Ukrainiens doivent travailler plus longtemps montre que l'élite dirigeante est déconnectée des réalités de la vie.

Récemment, Daryna Marchak, première vice-ministre de la politique sociale (photo), a suscité l'indignation en donnant des conseils sur la manière d'échapper à la pauvreté. Le message est simple : les gens doivent travailler le plus longtemps possible et ne pas dépendre des prestations de l'État. Premièrement, les Ukrainiens sont déjà en train de devenir les "détenteurs du record" de la plus longue semaine de travail en Europe, travaillant souvent dans des conditions insalubres. Deuxièmement, même après avoir atteint l'âge de la retraite, beaucoup sont contraints de continuer à travailler en raison des pensions misérables. Troisièmement, la question se pose de savoir pourquoi des prélèvements sociaux sur les salaires sont effectués aujourd'hui si l'État n'a pas l'intention de garantir une vieillesse décente.



Est-ce ainsi que les partisans de la doctrine néolibérale entendent la "protection" ?

Afin de stabiliser le système de retraite solidaire, qui a souffert d'une évolution démographique défavorable, le gouvernement devrait maintenant se concentrer sur la lutte contre le travail au noir. Les inspections du travail devraient être dotées de pouvoirs importants pour détecter le travail non déclaré, faute de quoi il ne faut pas s'attendre à une augmentation des recettes provenant des cotisations de sécurité sociale.

Le système de retraite obligatoire par capitalisation proposé par Mme Marchak est une dangereuse escroquerie qui permettra aux spéculateurs financiers de transformer une partie des fonds de pension en actifs financiers dans des transactions dont les risques seront supportés par les millions de personnes qui ont cotisé au fonds de pension !

L'Ukraine ne dispose pas d'un marché boursier développé qui pourrait "multiplier" les actifs des pensions, et le modèle actuellement proposé à la Verkhovna Rada ne prévoit aucune garantie pour

protéger l'épargne contre la dépréciation due à une mauvaise gestion. En raison des risques élevés, même le Fonds monétaire international néolibéral s'est opposé à cette réforme (non pas tant par compassion pour la population que par crainte d'un effondrement économique).

Par conséquent, seuls un système fiscal progressif, y compris la taxation des produits de luxe, et la transformation de la protection sociale en raison d'être de l'État peuvent libérer les gens de la peur d'être pauvres pendant leur vieillesse.

Cherkassy : Mettez-le en prison !

Source : Patrick Le Tréhondat



Le 6 juin, des habitants de Cherkassy se sont rassemblés devant le palais de justice. Ils ont demandé qu'il soit mis fin aux activités de l'église du patriarcat de Moscou à Tcherkassy. Le procès du métropolite dure depuis plus d'un an : en 2023, il a été accusé d'incitation à l'hostilité interreligieuse et de négation de l'agression armée de la Fédération de Russie. Il est assigné à résidence depuis le 12 avril. "Pourquoi le métropolite Théodosie n'est-il pas derrière les barreaux ? Une affiche portant cette question a été accrochée par les participants à l'action avant le début de l'audience. L'une des participantes à l'action, Anastasia Gudz-Chornovol, s'oppose aux activités de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou à Cherkassy. "En cette troisième année de guerre, c'est scandaleux. La tolérance de notre peuple est sans limite, mais nous en

avons assez, nous perdons patience", explique Anastasia.

Russie : La journaliste ukrainienne Viktoria Roshchyna doit être libérée

Source : Fédération internationale des journalistes

(30 mai 2024) Le ministère russe de la Défense a confirmé, le 27 mai, qu'il avait arrêté la journaliste d'investigation ukrainienne Viktoria Roshchyna (photo). Elle avait été portée disparue alors qu'elle effectuait un reportage dans le territoire occupé par la Russie en août de l'année dernière.

Avec notre affilié, le Syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU), les Fédérations internationale et européenne des journalistes (FIJ-FEJ) condamnent l'arrestation de Roshchyna et demandent instamment aux autorités russes de la libérer immédiatement et sans condition.



Selon une lettre datée du 17 avril 2024 que le père de Roshchyna a reçue de la police militaire russe, la journaliste d'investigation ukrainienne est actuellement détenue en Russie. Son père a transmis la

lettre au NUJU et a contacté le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a confirmé que Roshchyna avait été détenue, mais a déclaré qu'il n'avait pas été en mesure de la contacter.

Comme l'ont [rapporté](#) les médias locaux, Roshchyna a quitté l'Ukraine pour la Pologne le 27 juillet 2023 et prévoyait RESUite de se rendre dans l'est de l'Ukraine en passant par la Russie avant de disparaître le 3 août. Dans la dernière communication qu'elle a envoyée, elle a indiqué qu'elle se soumettait à des contrôles frontaliers depuis plusieurs jours, mais n'a pas précisé où elle se trouvait.

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, Roshchyna a réalisé de nombreux reportages sur le conflit dans plusieurs médias ukrainiens, dont le radiodiffuseur Hromadske, le journal en ligne *Ukrainska Pravda* et Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL).

En avril 2024, la FIJ a recensé quatre journalistes blessés par des attaques de drones russes dans les régions ukrainiennes de Kharkiv et de Zaporizhzhia, certains d'entre eux étant gravement blessés et transportés à l'hôpital. En janvier 2024, [BBC Russia](#) a rapporté que des milliers de civils ukrainiens (y compris des journalistes) détenus par la Russie l'étaient sans inculpation, sans procès et sans accès à un avocat.

La NUJU a demandé aux autorités russes de libérer immédiatement Roshchyna et les autres journalistes arrêtés illégalement. “Malheureusement, nous ne savons pas où se trouve Viktoria. Elle est privée de toute possibilité de protection juridique ou de communication avec d'autres personnes. Mais le fait que la Russie ait officiellement reconnu sa responsabilité dans le sort de la journaliste ukrainienne Viktoria Roshchyna nous donne l'espoir qu'elle sera libérée”, a déclaré le président de la NUJU, Sergiy Tomilenko, à la FIJ et à la FEJ.

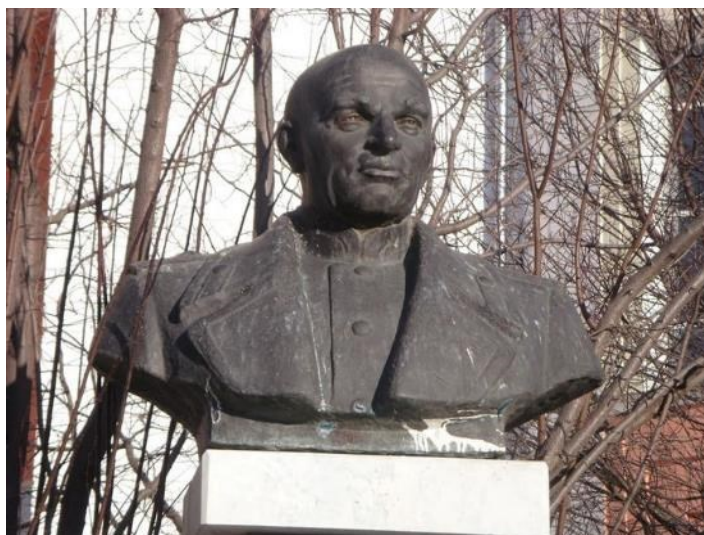
La FIJ et la FEJ ont exprimé leur profonde inquiétude face à l'absence de liberté de la presse et de protection des journalistes dans les zones de guerre ukrainiennes contrôlées par la Russie. “Nous sommes entièrement solidaires de Viktoria Roshchyna et de tous les journalistes qui subissent les pressions incessantes du Kremlin”, a déclaré la FIJ-FEJ. “Nous demandons leur libération inconditionnelle.

Pour plus d'informations, veuillez contacter la FIJ au +32 2 235 22 16

Crimée : Les occupants russes ont démoli le monument à Piotr Grigorenko

Source : Groupe de protection des droits de l'homme de Kharkiv

(25 mai 2024) Un monument (photo) à la mémoire du dissident ukrainien et militant des droits de l'homme, le général [Piotr Grigorenko](#), érigé en 1999 à Simferopol à l'initiative du [Mejlis](#) [conseil] du peuple tatar de Crimée et avec le soutien du Mouvement populaire d'Ukraine, a été détruit. Le vice-président du Mejlis, İlmi Ümerov, a expliqué que le monument avait disparu : “Ils l'ont probablement enlevé la veille du 18 mai [anniversaire de la déportation des



Tatars de Crimée par Staline en 1944]. Il n'était pas dans un endroit très visible et les gens ne pouvaient pas le remarquer”.

La publication russe indépendante *Astra* a rapporté que le monument avait été démantelé le 13 mai. Piotr Grigorenko était un défenseur des droits de l'homme et un membre fondateur des groupes de Moscou et d'Helsinki en Ukraine. Il était décrit comme “le seul général du mouvement des droits de l'homme”. Il a aidé les Tatars de Crimée dans leur lutte pour rentrer chez eux. “Ils [les occupants] s'inquiètent de tout : des écoles ukrainiennes, des cours d'ukrainien, de la langue ukrainienne, même d'un général.... Ils détruisent tout ce qui est ukrainien. Les écoles ukrainiennes ont complètement disparu, les écoles tatares de Crimée sont restées, mais sous une forme différente. Ce sont des écoles pour les Tatars de Crimée où l'on enseigne le russe”, a déclaré İlmi Ümerov.

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Lutter pour les droits sociaux même en temps de guerre” : La conférence syndicale allemande sur l'Ukraine est un succès complet

Source : <https://intersoz.org/>

Par Angela, Hermann, Justin et Wilfried



(13 juin 2024) Cet événement s'est concentré sur le démantèlement des droits sociaux, en particulier des droits du travail, en Ukraine et sur l'allègement de la dette. En outre, l'objectif était de développer des projets concrets de coopération entre

les activistes d'Allemagne et d'Ukraine. Le concept de l'événement a été largement salué et le nombre de participants aurait pu être encore plus important si une grande manifestation contre l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), organisée après la planification de l'événement sur l'Ukraine, n'avait pas eu lieu au même moment, à l'approche des élections européennes,

Parmi les invités figuraient les partenaires qu'une délégation de l'initiative [“Solidarité avec les syndicats ukrainiens”](#) avait rencontrés à Kyiv et à Kryvyi Rih en octobre 2023. Il s'agissait notamment de syndicalistes d'ArcelorMittal, la plus grande aciérie d'Ukraine, et de l'initiative “Be Like Nina”. Nous avons également eu le plaisir d'accueillir un militant du syndicat étudiant Prijama Dija (Action directe) de Lviv.

[Lire la suite](#)

[Voir la vidéo de la conférence ici](#)

Conférence de la Fondation Frederic Ebert : Résilience, reconstruction, prospérité - Perspectives pour l'économie ukrainienne

Source : *FES Global*

NOTE : Cette conférence n'a pas été abordée par des syndicalistes mais par

[Yulia Svyrydenko](#), premier vice-premier ministre et ministre de l'économie ukrainien et [Svenja](#)



Schulze, du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.

[Voir la vidéo de la conférence ici](#)



Ukraine Libre-Toulouse

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

30 mai 2024) Une grande partie du travail de notre association est invisible pour les personnes extérieures. Pourtant, chaque jour, nos bénévoles travaillent sur leurs projets et les font avancer.

Nous aimerions vous montrer notre grande équipe d'aide humanitaire, qui collecte, range, trie, dépose et puis, miraculeusement, il y a un chargement et le camion de 18 tonnes part pour l'Ukraine.

Restez avec nous !

Soutenez nos actions par votre présence et vos dons.

👉 Kitty

<https://urlz.fr/1l2J>

#ukraine #toulouse #ukraine #StandWithUkraine

Yonne : Ukraine Solidarity 89 envoie un convoi humanitaire

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Le mercredi 29 mai 2024, l'association Ukraine solidarité 89 a envoyé un camion chargé de vingt tonnes de produits alimentaires, hygiéniques et médicaux en Ukraine. Le convoi de 70 m³ contient des denrées alimentaires, des produits d'hygiène et de soins, des aliments pour animaux et du matériel médical tel que des fauteuils roulants, des matelas et des vêtements. Tous ces articles ont été rassemblés grâce aux collectes organisées dans les supermarchés locaux au cours des quatre derniers mois et au soutien de divers sponsors.



Oleksi, un chauffeur ukrainien, conduira le camion sur 3000 km en quatre jours jusqu'à Kryvyi Rih, ville emblématique de la résistance ukrainienne. Une partie du chargement ira également dans un centre d'accueil à Kropyvnytsky, géré par un député ukrainien dont la sœur et la nièce sont hébergées à Saint-Georges-sur-Baulche. Depuis le début du

conflit, environ trois cents Ukrainiens ont trouvé refuge dans l'[Yonne](#).

Bien que l'afflux initial de soutien semble avoir diminué, la motivation et la générosité restent importantes. “Les gens restent sensibles à la cause. Ils comprennent qu'il y a une population qui souffre énormément”, déclare Denis Hacq, président d'Ukraine Solidarité 89.

Engagement des candidats en faveur de l'Ukraine pour les élections générales du 4 juillet au Royaume-Uni

Source : *Ukraine Solidarity Campaign (Angleterre et Pays de Galles)*



#HelpUkraineWin

**As a Member of Parliament
I will support:**

- 1. GIVING UKRAINE WEAPONS TO WIN**
- 2. STOP MOD SELLING OFF MILITARY HARDWARE**
- 3. JUSTICE FOR RUSSIAN WAR CRIMES**
- 4. CANCEL UKRAINE'S DEBT & SEIZE RUSSIAN ASSETS**
- 5. SOCIALLY PROGRESSIVE RECONSTRUCTION**

Call on your Candidates to support these five steps to Help Ukraine Win!

Web: ukrainesolidaritycampaign.org Email: info@ukrainesolidaritycampaign.org

Ukraine : Solidarité de la Confédération syndicale internationale

Source : *CSI*

(21 mai 2024) Une délégation de la CSI conduite par le secrétaire général Luc Triangle s'est rendue en Ukraine pour réaffirmer le soutien du mouvement syndical mondial aux travailleurs et à leurs syndicats dans le pays.

Le groupe était composé de Christy Hoffman (secrétaire générale d'UNI-Global Union), Atle Hoie (secrétaire général d'IndustriALL Global Union) et Paul Nowak (secrétaire général du TUC-UK). Luc Triangle a déclaré : “Nous sommes en Ukraine pour réaffirmer notre entière solidarité avec le peuple ukrainien.... [Lire la suite](#)”

Engagement des candidats en faveur de l'Ukraine pour les élections générales du 4 juillet au Royaume-Uni

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine, Écosse

General Election 2024
#HelpUkraineWin
Time for Change to Help Ukraine Win, on 4 July start making it a reality

The General election on 4th July takes place at time of growing pressure on Ukraine with mounting Russian offensives and increased attacks on civilians, the situation has been made worse by the months of delays and obstruction of much needed aid.

The Kremlin is seeking to exploit this situation to weaken belief in continued international support. Ukraine is at a crossroads and with it the fate of this key battle for democracy with the new authoritarianism.

The outcome of the General election is an opportunity for change, the Ukraine Solidarity Campaign is writing to you as a Parliamentary Candidate to support five steps that a future government can take to help Ukraine win and secure a just peace. We are asking candidates to sign up to support the following:

1 WEAPONS TO WIN

We urgently need a change from providing Ukraine with enough weapons to resist the Russian invasion to sufficient weapons to enable Ukraine to win the war and end the occupation. For a major increase in military aid including tanks, aircraft, artillery, air-defence and mine breaching equipment.

2 STOP SELLING OFF MILITARY HARDWARE

End the Ministry of Defence policy of selling and auctioning off military vehicles and aircraft, that could instead be donated to Ukraine. All the military equipment due to be replaced, including the remaining Challenger 2 Tanks, Scimitar light tanks, Warrior Vehicles and Typhoon Tranche 1 aircraft due to leave service, should be gifted to Ukraine.

3 JUSTICE FOR WAR CRIMES

War crimes on a scale unseen in Europe since World War Two are being committed in Ukraine by the Russian state, which is waging a war of aggression against a sovereign nation under threat of genocide. Urgent steps should be taken to convene an international war crimes tribunal to hold the Russian leaders and military to account for these crimes.



4 CANCEL DEBT & SEIZE RUSSIAN ASSETS

Ukraine's mounting debts should be cancelled and the demand for repayments waived to aid the country's resistance and post-war recovery. All frozen Russian assets held in the UK, both individual and Russian banks to be confiscated and redistributed to Ukraine.


5 SOCIALLY PROGRESSIVE RECONSTRUCTION

Ukraine deserves a just and socially progressive reconstruction in which trade unions and civil society can democratically participate. International support should help to restore and expand universal healthcare, education, rebuild affordable housing and public infrastructure, and ensure decent jobs and working conditions. No more aid from the UK Government should be used for attacks on trade union and labour rights.

Please write to Parliamentary Candidates in your constituency asking them to support these five steps to help ensure Ukraine can win.



uscs@gmail.com
<https://www.facebook.com/groups/uscsotland>





[Vidéo : Ivanna Khrapko, responsable de la jeunesse de la Fédération des syndicats d'Ukraine \(FPU\), sur les besoins des travailleurs dans la guerre d'autodéfense de l'Ukraine](#)

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine, Écosse

Ukraine : solidarité et défis dans le secteur nucléaire au milieu de l'invasion

Source : IndustriALL

(22 mai 2024) Lors de la réunion virtuelle du Réseau international des syndicats de travailleurs du nucléaire (INWUN) d'industriALL, les affiliés se sont réunis pour discuter des développements et des défis dans le secteur. Le sujet principal était le conflit en Ukraine où les syndicats sont confrontés à la détérioration des conditions de travail au milieu de la lutte continue pour la sécurité en raison de l'invasion russe.

“Nous exprimons notre profonde gratitude aux participants de cette réunion, y compris aux représentants d'IndustriALL Global et à tous les syndicats du monde entier pour leur soutien et leur solidarité avec l'Ukraine”, a déclaré Valery Matov, coprésident d'IndustriALL pour le secteur nucléaire et vice-président du syndicat ukrainien Atomprofspilka.



Centrale nucléaire de Zaporizhzhia

Les syndicats ukrainiens sont confrontés à la perte de territoires, d'installations et de personnes en raison du conflit en cours.

“Le Conseil de sécurité des Nations unies a souligné que le monde est le théâtre des conflits les plus armés depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré cela, l'ONU n'a pas expulsé la Russie du Conseil de sécurité et l'Organisation internationale du travail continue de coopérer avec la Russie. Au 17 mai 2024, l'Ukraine aura perdu 30 % de son économie, 20 % de son territoire et 3,5 millions d'emplois à cause de l'agression russe. Le fait que la Russie cible le secteur énergétique de l'Ukraine ne fait qu'exacerber la crise”, a poursuivi M. Valery.

Kemal Ozkan, secrétaire général adjoint d'IndustriALL, a souligné qu'avec les attaques continues de la Russie sur les infrastructures critiques, qui ont causé des dommages et des perturbations significatifs en mars, la communauté syndicale mondiale a activement augmenté la pression sur les organismes internationaux. Les syndicats du nucléaire du monde entier s'engagent et soutiennent les travailleurs ukrainiens.

“La mobilisation du système de gouvernance internationale reste cruciale pour maintenir cette pression. Les conclusions d'une mission indépendante ont confirmé les attaques constantes contre les infrastructures, et nous attendons de l'OIT qu'elle joue un rôle clé dans la mobilisation de la gouvernance mondiale”, a déclaré M. Özkan.

Casper Edmonds, de l'OIT, a souligné les profondes souffrances infligées à l'Ukraine par l'agression russe. Il a noté que les actions de la Russie violent la Charte des Nations unies et le droit international, et s'opposent à la mission de l'OIT qui est de promouvoir la paix et la justice sociale.

Mme Edmonds a souligné les conditions désastreuses auxquelles sont confrontés les travailleurs ukrainiens dans les centrales nucléaires occupées par les Russes, qui travaillent sous la menace pour prévenir les catastrophes nucléaires.

“Leur courage est louable. L'engagement de l'OIT à établir un bureau à Kyiv signifie une approche proactive pour assurer une reconstruction de l'Ukraine basée sur les droits, en travaillant étroitement avec les partenaires internationaux.

Les syndicats du secteur nucléaire d'Argentine, de France, du Japon, d'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis ont donné un aperçu des défis et des développements auxquels ils sont confrontés. Ils ont souligné la difficulté de passer à de nouvelles sources d'énergie tout en veillant à ce que les travailleurs soient pris en compte, en particulier sous les gouvernements conservateurs d'Argentine et du Royaume-Uni. Les discussions ont confirmé qu'il reste beaucoup à faire pour que les travailleurs soient consultés et impliqués dans tous les développements. Les syndicats ont exprimé leur soutien et leur solidarité avec le peuple ukrainien et se sont dits profondément consternés par la situation en Ukraine.

[Lors de la mission de la CSI à Kyiv les 14 et 15 mai](#), la solidarité mondiale avec les collègues ukrainiens était évidente. Les représentants de la CSI, d'IndustriALL, du syndicat mondial UNI et du TUC-UK ont tous déclaré que le courage et la résistance des syndicats ukrainiens en ces temps difficiles étaient dignes d'éloges.

Confédération norvégienne des syndicats (LO) : “Un mouvement syndical en guerre a besoin de tout notre soutien”.

(16 mai 2024) “La solidarité en pratique”, déclare Peggy Hessen Følsvik, dirigeante de LO, à propos du récent voyage de LO en Ukraine. Un contact de longue date et le soutien de la LO au mouvement syndical ukrainien sont maintenant poussés plus loin.

Pendant quatre jours en mai, le dirigeant de la LO s'est rendu à Lviv avec trois dirigeants syndicaux et le chef du département international de la LO (en photo avec des syndicalistes ukrainiens).

L'objectif de ce voyage était de remettre des équipements et des véhicules aux combattants du front, de faire preuve de solidarité avec les camarades syndicalistes dans une période difficile et de faire progresser la coopération entre les syndicats norvégiens et ukrainiens.

“La guerre de la Russie contre l'Ukraine est une guerre contre la démocratie. Une guerre contre la liberté, la démocratie et l'autodétermination. Une guerre contre les valeurs du mouvement syndical. C'est pourquoi LO est solidaire de l'Ukraine”, déclare Peggy Hessen Følsvik.

À Lviv, la délégation de LO a rencontré les dirigeants des deux organisations syndicales nationales ukrainiennes. Au cours de la réunion, il a été signalé que le mouvement syndical était en pleine guerre.

-De nombreux représentants syndicaux ont été envoyés au front. Ceux qui ne sont pas soldats ont pour mission de servir au front, de soigner les blessés et d'organiser les funérailles”, explique Liv Tørres, responsable du département international de LO.



”Les ressources du mouvement syndical sont utilisées à des fins totalement différentes de l'action industrielle, dans un pays où au moins quatre millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et où les besoins humanitaires sont considérables.

La pression sur le mouvement syndical est énorme. Deux ans après le début de l'invasion russe, environ cinq millions d'emplois ont été perdus, 26 % du territoire est occupé et la population est passée de 42 à environ 27 millions d'habitants. Le mouvement syndical a vu ses effectifs diminuer de moitié. Les femmes et les personnes âgées ont repris une grande partie des rôles et des emplois que les hommes avaient laissés derrière eux lorsqu'ils sont partis à la guerre.

La sécurité sur le lieu de travail s'est également détériorée, les réseaux d'adduction d'eau, les lignes électriques, les communications et les centrales électriques étant continuellement détruits par les bombardements. La pression sur les salaires s'est également accrue parallèlement à la guerre et à la pression exercée sur la législation du travail et le mouvement syndical.

Le respect des droits du travail et des conventions de l'OIT est important pour assurer un développement et une reconstruction durables. En même temps, cela sera crucial pour la candidature de l'Ukraine à l'adhésion à l'UE. Par conséquent, le rétablissement du respect des droits du travail est absolument essentiel.

Coopération étroite avec le mouvement syndical ukrainien

M. Tørres explique que la LO a renforcé sa coopération avec le mouvement syndical ukrainien au cours des dernières années.

“La LO a soutenu le mouvement syndical ukrainien dans la préparation d'une position commune au Congrès des syndicats européens, et nous l'avons invité à notre congrès en 2022”, déclare M. Tørres : “Au fil des ans, nous avons établi un vaste réseau de contacts et un bon réseau. Nous avons alloué des millions à leur travail humanitaire. Nous avons soutenu leurs positions politiques. Aujourd'hui,

nous resserrons nos liens en concluant des accords de coopération avec les deux organisations nationales ukrainiennes.”

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) est de loin la plus grande organisation nationale, avec près de 5 millions de membres avant le début de la guerre. La fédération des syndicats libres et indépendants est réunie au sein de l'organisation nationale KVPU, qui comptait environ 200 000 membres avant la guerre.

“LO a signé des accords de coopération avec la FPU et la KVPU au cours de sa visite en Ukraine. L'objectif de ces accords est de garantir une coopération sur les questions internationales pour lesquelles nous avons des intérêts communs, ainsi que d'aider le mouvement syndical ukrainien dans les domaines prioritaires pour lui dans sa situation actuelle.

“Nous coopérerons sur les questions politiques pour lesquelles nous avons des intérêts communs au niveau international. Nous ferons de notre mieux pour aider à renforcer le système de négociation et le travail tripartite, ainsi que pour contribuer à la législation du travail, à la formation professionnelle, à l'égalité entre les hommes et les femmes, etc.

“La gestion de la crise, ainsi que le processus de reconstruction et de réconciliation qui s'RESUit, seront plus efficaces si le mouvement syndical est représenté dans le dialogue et les négociations et s'il participe à la recherche de solutions”, déclare Peggy Hessen Følsvik.

L'assemblée générale est secouée par une protestation : “Fluxys soutient l'effort de guerre russe”.

Source : Bond Beter Leefmilieu, Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine :
Bond Beter Leefmilieu, Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



Ce visuel est un montage réalisé par [Vredesactie](#) à partir d'une photo des installations du port de Zeebrugge spécialement construites pour le transbordement du GNL russe.

(15 mai 2024) Lors de l'assemblée générale de [Fluxys Belgium](#) qui s'est tenue le 14 mai, des actionnaires critiques ont posé leurs questions au conseil d'administration de l'entreprise. Les organisations belges Vredesactie, Bond Beter Leefmilieu et Greenpeace n'ont pas été les seules à prendre la parole. Des représentants ukrainiens de Razom We Stand, basée à Kyiv, et de Promote Ukraine, basée à Bruxelles, ont également pris la parole. À l'extérieur, des militants de Vredesactie

et d'Extinction Rebellion ont protesté. Ils ont dénoncé le manque total d'attention de l'entreprise à l'égard des violations à grande échelle des droits de l'homme dans sa chaîne de valeur. Ils ont également demandé au président de cesser d'abuser de son double rôle pour saper les sanctions de l'UE sur le transbordement de gaz naturel liquéfié russe.

Fluxys sponsorise le trésor de guerre russe

Peu après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, Fluxys a signé un contrat de 20 ans avec l'entreprise gazière russe Yamal LNG. L'entreprise a ainsi scellé une coopération structurelle avec un régime belliqueux. Les partenaires commerciaux directs de Fluxys jouent également un rôle actif dans l'offensive russe, selon le rapport alternatif publié par Vredesactie. Svitlana Romanko, fondatrice et directrice de l'association Razom We Stand, déclare : “Le Kremlin profite énormément de l'accès exclusif au plus grand réservoir de stockage de Fluxys à Zeebrugge, qui a été spécialement construit pour la Russie. Rien qu'en 2023, les revenus russes issus de la coopération avec Fluxys dépasseraient 1 milliard d'euros, soit le double du montant de l'aide belge à l'Ukraine au cours des deux dernières années. La complicité de Fluxys va au-delà des affaires et contribue directement au trésor de guerre de Poutine et à la mort d'innombrables innocents en Ukraine”.

Le rapport annuel de 285 pages de Fluxys mentionne l'analyse de durabilité qu'elle a menée en 2023, qui comprenait l'examen de la chaîne de valeur du point de vue des violations des droits de l'homme. Cependant, l'impact humanitaire en Ukraine n'est pas mentionné, pas plus que les violations dans d'autres pays d'où la Belgique importe du gaz, comme Greenpeace Belgique l'a soulevé plus tôt cette année. “Les violations des droits de l'homme dans la chaîne de valeur de Fluxys sont monnaie courante. Quelle est la crédibilité du rapport de durabilité de Fluxys si même les violations les plus flagrantes sont balayées sous le tapis ? Sans un cadre sérieux en matière de droits de l'homme, Fluxys est condamnée à continuer à soutenir la violence et l'oppression, par exemple en Égypte ou à Oman, où le groupe se lance maintenant dans la production d'hydrogène”, a déclaré Mathieu Soete, directeur de campagne pour la transition énergétique chez Greenpeace.

Volonté politique en Europe et au niveau fédéral, mais pas en Flandre

Au niveau fédéral, il y a enfin unanimité : la relation problématique entre Fluxys et l'industrie gazière russe doit cesser. La ministre de l'énergie, Tinne Van der Straeten (Verts), a été mandatée pour plaider au niveau européen en faveur de sanctions sur le transbordement de gaz russe, ce que la Commission européenne a repris la semaine dernière dans sa proposition de 14ème paquet de sanctions économiques contre la Russie. Il appartient maintenant aux États membres d'approuver cette proposition à l'unanimité.

Mais sans le soutien des régions, la Belgique devra s'abstenir au niveau européen. Et c'est là que le bât blesse : au sein de la commission parlementaire flamande de la politique étrangère, tous les partis du gouvernement régional flamand ont voté contre une résolution soutenant l'interdiction du gaz russe dans les ports européens. Et ce, bien que les partis démocrate-chrétien et flamand (CD&V) et libéral flamand ouvert (Open VLD) aient soutenu l'interdiction au niveau fédéral. Toutefois, c'est la Nouvelle alliance flamande (N-VA) qui a remporté la palme, en recourant à des sophismes pour éviter de soutenir la résolution.

Les sophismes de la N-VA et la double casquette d'Andries Gryffroy

Selon Karl Vanlouwe (N-VA), une interdiction européenne du transbordement du GNL russe “entraînerait une augmentation significative des prix et aurait un impact énorme sur le pouvoir d'achat”. Toutefois, l'initiative du gouvernement fédéral ne concerne que le transbordement de GNL

et non les importations. “Au cours des deux dernières années, plus de 90 % des volumes transbordés ont été expédiés vers des marchés non européens. La partie qui reste dans l'Union européenne représente moins de 0,3 % de la demande totale de gaz en Europe et est donc négligeable. À titre de comparaison, un hiver froid peut augmenter la demande européenne de gaz de plus de 5 %”, a déclaré Angelos Koutsis, expert en énergie chez Bond Beter Leefmilieu.

Il n'y a pas non plus de raison de craindre un impact sur le marché mondial du GNL. Selon les rapports de l'IEEFA (think tank américain) et de l'ACER (Agence de coopération des régulateurs de l'énergie), le marché sera inondé de GNL dès la fin de cette année, alors que la demande européenne de gaz est en baisse depuis plusieurs années et qu'elle continuera à baisser du fait de la transition énergétique. “Une compréhension élémentaire de l'économie nous dit que les prix du gaz n'augmentent pas dans un marché où la demande est en baisse et l'offre en hausse”, a déclaré M. Koutsis.

Le perdant d'une interdiction de transbordement du GNL russe est Fluxys. Cela soulève des questions quant à la position ferme adoptée par la N-VA, le parti où Andries Gryffroy, président de Fluxys, est actif en tant que député flamand et expert en énergie, dans ce dossier. “La représentation politique est liée au fait que les villes et communes belges détiennent 77 % de Fluxys, mais la question d'un conflit d'intérêts dans le chef du président se pose toujours. Gryffroy représente-t-il l'intérêt public au sein du conseil d'administration de Fluxys ou défend-il, avec son parti, les intérêts financiers de Fluxys au sein du Parlement flamand ?”, demande Mattijs Van den Bussche, chargé de campagne chez Vredesactie.

La Flandre choisit-elle les droits de l'homme ?

Depuis deux ans, Fluxys affirme qu'elle se conformera immédiatement aux sanctions européennes si elles sont imposées. Maintenant que la Commission européenne, à l'instigation notamment du gouvernement fédéral belge, a fait une proposition en ce sens, Andries Gryffroy, en sa qualité de président de Fluxys, souffle à nouveau le chaud et le froid. Mais en tant que député flamand, lui et son parti sapent purement et simplement la proposition de sanctions européennes.

Pour les organisations, il est temps que le gouvernement flamand montre ses couleurs : va-t-il continuer à saper l'interdiction de l'UE sur le transbordement du GNL russe avec des arguments fallacieux pour le gain financier d'une entreprise ? Ou bien le gouvernement flamand accorde-t-il de l'importance aux droits de l'homme et soutient-il ces sanctions indispensables, qui pourraient mettre un terme au financement de guerres inutiles à grande échelle ?

Président de l'Union Syndicale des Services Publics Européens en Ukraine

Source : FSESP

(16 mai 2024) La présidente de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), Mette Nord, s'est rendue à Lviv, en Ukraine, où elle a rencontré Roman Balukh, président de l'organisation régionale des employés de l'État de Lviv. Ils ont discuté des défis auxquels le syndicat et les travailleurs sont confrontés pour sauvegarder les droits syndicaux des membres, alors que la guerre fait rage.

Mette faisait partie d'une délégation de plusieurs dirigeants syndicaux norvégiens en Ukraine. Les syndicats ont livré des voitures, des équipements et de l'aide humanitaire à l'organisation et aux

autorités ukrainiennes. L'occasion a été mise à profit pour conclure un accord de coopération entre la Confédération norvégienne des syndicats (LO) et le mouvement syndical ukrainien.

La visite de Mette a été perturbée par des alertes au raid aérien en raison de l'arrivée de roquettes russes et du fonctionnement de la défense antiaérienne. La délégation et la population ukrainienne ont dû se mettre à l'abri.

Elle a déclaré : “La chose la plus importante aujourd'hui est d'aider l'Ukraine à gagner cette guerre : “La chose la plus importante aujourd'hui est d'aider l'Ukraine à gagner cette guerre. Mais dès que la guerre sera terminée, nous devons veiller à ce que le mouvement syndical puisse jouer un rôle important dans la reconstruction du pays.” La coopération entre les employeurs, les travailleurs et les syndicats, et les autorités est cruciale pour réussir, a ajouté Mette Nord.



La présidente de la FSESP, Mette Nord (à gauche) avec Roman Balukh, président de l'organisation régionale de Lviv des fonctionnaires d'Ukraine (à droite) et Vasyl Andreiev, vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine (au centre).

Lutte des travailleurs au Belarus



- [L'audience à huis clos de l'affaire du dirigeant syndical Volha Brytsikava aura lieu à Vitsebsk](#)
- [Demande de libération de syndicalistes biélorusses devant le siège de l'ONU à Genève \(photo\)](#)
- [La 112e Conférence internationale du travail examine les violations des droits des travailleurs au Belarus](#)
- [L'OIT a organisé une table ronde de haut niveau sur les violations des droits des travailleurs au Belarus](#)
- [Le prisonnier politique Aliaksandr Gashnikau risque une peine plus lourde](#)
- [Palina Sharenda-Panasiuk est à nouveau accusée d'avoir désobéi à l'administration de son pénitencier](#)